



N°85F0028XIF au catalogue

L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas 1997-1998



Des données sous plusieurs formes

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes. Les données sont disponibles sur Internet, disque compact, disquette, imprimé d'ordinateur, microfiche et microfilm, et bande magnétique. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistiques juridique numéro de télécopieur (1-613-951-6615), numéro sans frais (1-800-387-2231), Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023) ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada :

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(403) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020		

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : <http://www.statcan.ca>

Un service d'appel interurbain sans frais est offert à **tous les utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale** des centres de consultation régionaux.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Numéro pour commander seulement (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Les prix ne comprennent pas les taxes de vente

On peut se procurer ce produit n° 85F0028XIF au catalogue sur Internet. Un numéro coûte 24 \$CAN. Pour obtenir un numéro de ce produit ou s'y abonner, les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi.

On peut aussi se procurer la version imprimée de ce produit par l'entremise du service d'impression sur demande. Au Canada, un numéro coûte 52 \$. À l'extérieur du Canada, un numéro coûte 52 \$US. On peut commander la version imprimée par la poste, en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6; par téléphone, en composant le **(613) 951-7277** ou le **1 800 770-1033**; par télécopieur, en composant le **(613) 951-1584** ou le **1 800 889-9734**; par Internet, en se rendant à order@statcan.ca; ou en personne, en se présentant à l'un des bureaux régionaux de Statistique Canada. Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresses.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.



Statistique Canada

Centre canadien de la statistique juridique.

L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas 1997-1998

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 1999

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 1999

N° 85F0028XIF au catalogue

Périodicité : Annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 85F0028XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans ce rapport :

- .. chiffres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- nombres infimes.
- néant ou zéro.
- ^e estimations.
- ^p nombres provisoires.
- ^r nombres réctifiés.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	5
Méthodologie	6
Tableau 1 Revenu selon la source, l'aide juridique	7
Tableau 2 Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique	9
Tableau 3 Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle	11
Tableau 4 Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique	13
Tableau 5 Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique	15
Tableau 6 Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles	17
Tableau 7 Effectifs de l'aide juridique au 31 mars	19
Tableau 8 Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique	21
Tableau 9 Total des demandes d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles	23
Tableau 10 Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles	25
Tableau 11 Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles	27
Tableau 12 Demandes d'aide juridique rejetées, affaires criminelles et civiles, raisons	29
Tableau 13 Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles	31
Tableau 14 Appels approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles	32
Tableau 15 Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	33
Tableau 16 Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	35
Tableau 17 Contributions fédérales au titre de l'aide juridique en matière civile	37
Glossaire	38

Introduction

Des régimes d'aide juridique ont été mis en place dans toutes les provinces et les territoires, et ils ont tous pour objectif d'aider les Canadiens à faible revenu qui ont besoin des services d'un avocat. Au Canada, les régimes d'aide juridique offrent des services de représentation par un avocat, de consultation, et des services d'information. Parce que l'administration de la justice est une responsabilité provinciale, la structure organisationnelle, les critères d'admissibilité et le fonctionnement des régimes diffèrent dans chaque province et territoire. Compte tenu de ces différences fondamentales dans la structure et des différences organisationnelles connexes, **il faut faire preuve de prudence dans la comparaison des régimes d'aide juridique en place dans les divers secteurs de compétence du Canada.**

Les tableaux qui suivent fournissent des données chronologiques pour cinq ans (niveau agrégé) sur : recettes, selon la source de financement; contributions provinciales/territoriales et fédérales; dépenses au titre de l'aide juridique; paiements à des cabinets d'avocats privés, ou honoraires versés à des avocats de pratique privée; dépenses directes d'aide juridique, selon le type d'affaire, et réparties entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée; ressources en personnel, selon le type d'employé; services d'avocats nommés d'office; et caractéristiques des causes civiles et criminelles (nombre total de demandes, de demandes approuvées et de demandes refusées), selon le type d'affaire.

Pour un examen analytique de ces données, voir le produit connexe intitulé *L'aide juridique au Canada: ressources et nombre de cas, 1997-1998* (n° 85F0015 au catalogue). Ce rapport fournit de l'information sur l'organisation et le coût de l'aide juridique au Canada, y compris de l'information sur les systèmes de prestation des services d'aide juridique, ainsi que sur les recettes, les dépenses et les demandes.

Pour des renseignements précis sur l'administration de l'aide juridique dans chaque province et territoire, voir le rapport intitulé *L'aide juridique au Canada : Une description des opérations* (n° 85-217-XDB au catalogue, version sur disquette, ou 85-217-XIB, version sur Internet). Ce rapport qualitatif décrit la structure et l'administration des services d'aide juridique provinciaux/territoriaux au Canada. Il renferme également de l'information sur la législation, l'organisation, le champ d'application, l'admissibilité, les services d'avocats nommés d'office et les tarifs. Il fournit aussi des listes de personnes-ressources et les adresses des bureaux d'aide juridique.

Méthodologie

Les données présentées dans le rapport intitulé *L'aide juridique au Canada : ressources et nombre de cas* (n° 85F0015 au catalogue) et les tableaux de données connexes *L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas* (n° 85F0028 au catalogue) ont été extraites de l'Enquête sur l'aide juridique menée tous les ans depuis 1983-1984 par le Programme des tribunaux du Centre canadien de la statistique juridique. L'Enquête qui est un recensement, a pour objet de fournir des statistiques sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada. Les données sont recueillies et présentées au niveau agrégé provincial/territorial.

Pour presque tous les éléments d'information, la collecte de données se fait au moyen d'un questionnaire d'enquête qui est envoyé aux 12 régimes d'aide juridique du Canada. Les données sur les contributions financières des administrations provinciales/territoriales sont obtenues auprès du ministère compétent responsable des questions de justice. Justice Canada fournit les données sur les contributions fédérales pour les chiffres sur l'aide juridique en matière criminelle. Au cours des années antérieures, lorsque le Régime d'assistance publique du Canada était en place, les chiffres concernant les contributions fédérales à l'aide juridique en matière civile étaient obtenus auprès de Développement des ressources humaines Canada. On demande à la Fédération des professions juridiques du Canada de fournir les données sur les avocats membres des barreaux des provinces et des territoires.

Pour tenir compte de l'effet de l'inflation, les chiffres en dollars constants de 1992-1993 ont été calculés au moyen des changements indexés dans les recettes et les dépenses une année sur l'autre relativement aux biens et services, selon *L'Indice des prix à la consommation* de Statistique Canada, n° 62-001 au catalogue.

Les chiffres par habitant sont fondés sur des estimations démographiques au 1^{er} octobre, parues dans la publication *Statistiques démographiques trimestrielles* de Statistique Canada, n° 91-002 au catalogue (vol. 11, n° 4). Les données démographiques de 1993 à 1995 sont des estimations postcensitaires finales et celles de 1996 et 1997, des estimations postcensitaires mises à jour.

Tableau 1
Revenu selon la source, l'aide juridique

Province/territoire et année		Revenu total	Contributions de l'État		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres	
		\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
Terre-Neuve ¹	1993-1994	5 613	5 411	96	61	1	100	2	41	1
	1994-1995	5 677	5 411	95	36	1	169	3	61	1
	1995-1996	5 905	5 403	91	26	-	476	8	-	-
	1996-1997	5 701	5 394	95	73	1	196	3	38	1
	1997-1998	5 350	5 243	98	8	--	69	1	30	1
Île-du-Prince-Édouard	1993-1994	501	501	100	...	...	...	...	...	...
	1994-1995	523	523	100	...	...	...	...	...	...
	1995-1996	543	543	100	...	...	...	...	...	...
	1996-1997	593	593	100	...	...	...	...	...	...
	1997-1998	527	527	100	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse ²	1993-1994	11 359	11 261	99	...	--	...	...	98	1
	1994-1995	11 380	11 201	98	...	--	...	...	179	2
	1995-1996	11 079	10 885	98	...	--	...	...	194	2
	1996-1997	10 591	10 468	99	3	--	...	...	120	1
	1997-1998	10 354	10 248	99	3	--	...	...	103	1
Nouveau-Brunswick ³	1993-1994	3 423	2 900	85	90	3	250	7	183	5
	1994-1995	3 213	2 899	90	111	3	80	2	123	4
	1995-1996	3 125	2 432	78	147	5	125	4	421	13
	1996-1997	3 595	3 228	90	109	3	100	3	158	4
	1997-1998	3 806	3 278	86	96	3	220	6	212	6
Québec	1993-1994	110 027	109 541	100	263	--	...	...	223	--
	1994-1995	109 499	109 060	100	226	--	...	...	213	--
	1995-1996	97 320	96 917	100	233	--	...	...	170	--
	1996-1997	113 669	113 025	99	271	--	...	...	373	--
	1997-1998	115 966	114 963	99	668	1	...	...	335	--
Ontario ⁴	1993-1994	301 440	264 093	88	18 800	6	6 046	2	12 501	4
	1994-1995	344 386	258 156	75	21 855	6	6 000	2	58 375	17
	1995-1996	359 431	286 805	80	19 928	6	6 000	2	46 698	13
	1996-1997	264 585	226 645	86	18 081	7	6 865	3	12 994	5
	1997-1998	257 940	230 796	89	9 804	4	5 704	2	11 636	5
Manitoba ⁵	1993-1994	15 431	13 082	85	1 085	7	1 197	8	67	--
	1994-1995	15 862	13 584	86	1 371	9	852	5	55	--
	1995-1996	15 501	13 064	84	1 153	7	1 203	8	81	1
	1996-1997	15 041	12 467	83	1 080	7	1 457	10	37	--
	1997-1998	15 289	12 957	85	1 316	9	984	6	32	--
Saskatchewan ⁶	1993-1994	8 429	8 114	96	23	--	...	...	292	3
	1994-1995	8 666	8 361	96	20	--	...	...	285	3
	1995-1996	8 756	8 415	96	55	1	...	...	286	3
	1996-1997	8 905	8 800	99	66	1	...	...	39	--
	1997-1998	9 534	9 432	99	63	1	...	...	39	--
Alberta ⁷	1993-1994	31 737	27 961	88	2 475	8	...	...	1 301	4
	1994-1995	26 863	23 461	87	2 391	9	...	...	1 011	4
	1995-1996	27 363	22 961	84	2 250	8	...	...	2 152	8
	1996-1997	27 455	22 542	82	2 201	8	...	...	2 712	10
	1997-1998	26 641	22 542	85	2 300	9	...	...	1 799	7
Colombie-Britannique ⁸	1993-1994	101 055	95 616	95	279	--	4 178	4	982	1
	1994-1995	94 954	89 378	94	195	--	4 102	4	1 279	1
	1995-1996	94 789	89 183	94	238	--	4 000	4	1 368	1
	1996-1997	92 717	87 423	94	289	--	4 000	4	1 005	1
	1997-1998	86 230	82 171	95	214	--	3 500	4	345	--

Tableau 1
Revenu selon la source, l'aide juridique

Province/territoire et année		Revenu total		Contributions de l'État		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres	
		\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
Territoires du Nord-Ouest ⁹	1993-1994	5 191		5 191	100	...	...	...	...	...	...
	1994-1995	5 474		5 474	100	...	...	...	...	...	...
	1995-1996	5 470		5 470	100	...	...	...	...	...	...
	1996-1997	5 125		5 125	100	...	...	...	...	...	...
	1997-1998	5 395		5 395	100	...	...	...	...	...	...
Territoire du Yukon ¹⁰	1993-1994	1 344		1 325	99	18	1	...	...	1	--
	1994-1995	1 088		1 066	98	11	1	...	...	11	1
	1995-1996	902		856	95	9	1	...	...	37	4
	1996-1997	895		881	98	11	1	...	...	3	--
	1997-1998	864		856	99	8	1	...	...	--	--
Canada	1993-1994	595 550		544 996	92	23 094	4	11 771	2	15 689	3
	1994-1995	627 585		528 574	84	26 216	4	11 203	2	61 592	10
	1995-1996	630 184		542 934	86	24 039	4	11 804	2	51 407	8
	1996-1997	548 872		496 591	90	22 184	4	12 618	2	17 479	3
	1997-1998	537 896		498 408	93	14 480	3	10 477	2	14 531	3

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Note générale Lorsqu'elles sont additionnées, les contributions provinciales/territoriales (tableau 2) plus les contributions fédérales (tableaux 3 et 17) peuvent ne pas correspondre au total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le total des contributions gouvernementales au tableau 1 est fourni par les régimes d'aide juridique, et il représente le total de la subvention provinciale et des contributions fédérales, alors que les chiffres des contributions provinciales/territoriales et fédérales sont obtenus auprès du ministère compétent; (ii) toute différence dans les méthodes comptables (c.-à-d. méthode de caisse ou méthode d'exercice) se traduira par des différences entre les exercices dans lesquels les contributions sont comptabilisées; (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de remboursement au cours d'une année donnée, pour des dépenses qui avaient déjà été engagées et incluses dans le chiffre du total des contributions gouvernementales pour une année précédente.

¹ **Terre-Neuve** La catégorie «Autres» comprend 30 000 \$ d'intérêts provenant de comptes en fiducie d'avocats.

² **Nouvelle-Écosse** Les données déclarées sont fondées sur les méthodes de comptabilité de caisse et de comptabilité d'exercice. Pour 1997-1998, la catégorie «Autres» comprend des revenus en intérêts (103 000 \$).

³ **Nouveau-Brunswick** Les autres revenus pour l'année 1997-1998 comprenaient un remboursement de la TPS de 171 900 \$, un budget reporté de 4 800 \$, et un privilège chiffrant à 32 100 \$. En 1996-1997 et 1997-1998, les contributions gouvernementales aux recettes de l'aide juridique en matière criminelle et en matière de droit de la famille comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille administrée par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, qui n'était pas compris en entier dans les recettes des années précédentes.

⁴ **Ontario** Les autres revenus pour 1997-1998 comprennent des revenus en intérêts sur des investissements (443 000 \$), le produit de la vente de travaux de recherche (110 000 \$), les contributions de la Fondation du droit (11 067 000 \$), et les conférences de règlement (16 000 \$). Les contributions de l'État comprennent les subventions versées par le gouvernement provincial pour le fonctionnement des cliniques communautaires :

1993-1994 31 703 000 \$

1994-1995 32 512 000 \$

1995-1996 32 362 000 \$

1996-1997 32 444 000 \$

1997-1998 32 453 000 \$

⁵ **Manitoba** Les autres revenus pour l'année 1997-1998 comprenaient des revenus en intérêts (22 000 \$) et d'autres recettes (10 000 \$).

⁶ **Saskatchewan** Les chiffres comprennent des comptes clients nets de 79 817 \$ en 1997-1998. Est inclus dans le solde des comptes clients nets le montant de 50 000 \$ de Justice Saskatchewan pour l'affectation de 1997-1998. N'est pas comprise dans le total une subvention de 121 400 \$ versée par la Fondation du droit de la Saskatchewan pour l'achat d'un ordinateur. Les autres revenus au cours des années antérieures à 1996-1997 comprennent des fonds du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien :

1993-1994 250 000 \$

1994-1995 197 000 \$

1995-1996 202 000 \$

⁷ Le financement du ministère des Affaires indiennes et du Nord a pris fin le 31 mars 1996.

⁸ **Alberta** Les autres revenus pour 1997-1998 comprennent une subvention de la Fondation du droit (1 006 000 \$), des revenus d'intérêts (676 000 \$), et des droits de demande (117 000 \$).

⁹ **Colombie-Britannique** Les autres revenus pour 1997-1998 comprennent des intérêts (80 000 \$), le produit de la vente de publications (10 000 \$), la Notary Foundation (47 000 \$) et diverses sources (208 000 \$).

¹⁰ **Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, des contributions des clients de 87 000 \$ ont été portées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et ne sont pas disponibles au régime. En 1996-1997, this amount was 75 000 \$, et en 1995-1996, il était 91 000 \$. Ces contributions sont comprises dans les recettes totales. Les recettes provenant du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest comprennent les fonds alloués à l'ensemble du Programme des services juridiques. Ils ne sont pas répartis entre l'aide juridique, les Services de travailleurs auprès des tribunaux et la formation juridique du public.

¹⁰ **Territoire du Yukon** Les autres revenus pour 1997-1998 comprennent des intérêts de 400 \$.

Tableau 2
Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique

Province/territoire et année		Total	Dollars courants		Total	Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
			Variation en pourcentage	Par habitant		Variation en pourcentage	Par habitant		
		\$'000	%	\$	\$'000	%	\$		'000
Terre-Neuve	1993-1994	2 548	-4	4.37	2 510	-5	4.31	101.5 ^r	582.8
	1994-1995	2 595	2	4.48	2 547	1	4.40	101.9 ^r	578.7
	1995-1996	2 579	-1	4.50	2 477	-3	4.32	104.1 ^r	573.5
	1996-1997	3 698	43	6.52	3 492	41	6.15	105.9 ^r	567.5
	1997-1998	3 971	7	7.10	3 701	6	6.62	107.3	559.0
Île-du-Prince-Édouard	1993-1994	290 ^e	2 ^e	2.18 ^e	286 ^e	1 ^e	2.15 ^e	101.5 ^r	133.2
	1994-1995	294	1	2.18	289	1	2.14	101.9 ^r	134.6
	1995-1996	332	13	2.44	319	11	2.35	104.1 ^r	135.9
	1996-1997	364	10	2.66	344	8	2.51	105.9 ^r	137.0
	1997-1998	484	33	3.53	451	31	3.29	107.3	137.2
Nouvelle-Écosse	1993-1994	5 285	27	5.67	5 207	25	5.59	101.5 ^r	931.5
	1994-1995	5 318	1	5.69	5 219	--	5.58	101.9 ^r	935.0
	1995-1996	4 919	-8	5.24	4 725	-9	5.03	104.1 ^r	939.1
	1996-1997	7 406	51	7.85	6 993	48	7.41	105.9 ^r	943.8
	1997-1998	7 566	2	7.99	7 051	1	7.45	107.3	946.8
Nouveau-Brunswick ¹	1993-1994	1 824	28	2.42	1 797	26	2.38	101.5 ^r	755.1
	1994-1995	2 863	57	3.78	2 810	56	3.71	101.9 ^r	757.4
	1995-1996	2 420	-15	3.19	2 325	-17	3.06	104.1 ^r	759.0
	1996-1997	3 228	33	4.24	3 048	31	4.01	105.9 ^r	760.9
	1997-1998	3 278	2	4.31	3 055	--	4.01	107.3	760.9
Québec	1993-1994	65 378	1	9.01	64 412	--	8.87	101.5 ^r	7 257.8
	1994-1995	66 124	1	9.04	64 891	1	8.87	101.9 ^r	7 312.3
	1995-1996	66 437	--	9.02	63 820	-2	8.67	104.1 ^r	7 364.9
	1996-1997	96 791	46	13.06	91 398	43	12.34	105.9 ^r	7 408.7
	1997-1998	98 515	2	13.24	91 813	--	12.34	107.37	438.6
Ontario	1993-1994	203 400	-1	18.74	200 394	-2	18.46	101.5 ^r	10 852.7
	1994-1995	195 000	-4	17.71	191 364	-5	17.38	101.9 ^r	11 013.6
	1995-1996	187 900	-4	16.82	180 500	-6	16.16	104.1 ^r	11 172.5
	1996-1997	191 096	2	16.89	180 449	--	15.95	105.9 ^r	11 316.1
	1997-1998	191 130	--	16.66	178 127	-1	15.52	107.3	11 473.8
Manitoba	1993-1994	7 001	2	6.24	6 898	--	6.15	101.5 ^r	1 121.5
	1994-1995	7 984	14	7.08	7 835	14	6.95	101.9 ^r	1 127.4
	1995-1996	7 698	-4	6.80	7 395	-6	6.53	104.1 ^r	1 132.7
	1996-1997	9 154	19	8.04	8 644	17	7.59	105.9 ^r	1 138.7
	1997-1998	9 801	7	8.59	9 134	6	8.00	107.3	1 141.6
Saskatchewan ²	1993-1994	5 984	59	5.94	5 896	56	5.85	101.5 ^r	1 007.6
	1994-1995	3 020	-50	2.99	2 964	-50	2.93	101.9 ^r	1 010.5
	1995-1996	3 996	32	3.94	3 839	30	3.79	104.1 ^r	1 014.0
	1996-1997	5 321	33	5.22	5 025	31	4.93	105.9 ^r	1 019.4
	1997-1998	6 912	30	6.77	6 442	28	6.31	107.3	1 021.5
Alberta	1993-1994	19 375	-3	7.21	19 089	-5	7.10	101.5 ^r	2 687.5
	1994-1995	16 875	-13	6.21	16 560	-13	6.09	101.9 ^r	2 719.3
	1995-1996	16 375	-3	5.94	15 730	-5	5.71	104.1 ^r	2 756.4
	1996-1997	16 140	-1	5.77	15 241	-3	5.44	105.9 ^r	2 799.4
	1997-1998	16 056	-1	5.61	14 964	-2	5.23	107.3	2 859.8
Colombie-Britannique	1993-1994	62 600	12	17.44	61 675	11	17.18	101.5 ^r	3 590.2
	1994-1995	59 000	-6	15.97	57 900	-6	15.67	101.9 ^r	3 694.1
	1995-1996	58 400	-1	15.45	56 100	-3	14.84	104.1 ^r	3 781.0
	1996-1997	72 500 ^r	24	18.74	68 461	22	17.69	105.9 ^r	3 869.7
	1997-1998	72 900	1	18.50	67 940	-1	17.24	107.3	3 940.3

Tableau 2
Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique

Province/territoire et année	Total	Dollars courants		Total	Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population	
		Variation en pourcentage	Par habitant		Variation en pourcentage	Par habitant			
	\$'000	%	\$	\$'000	%	\$		'000	
Territoires du Nord-Ouest ³	1993-1994	3 140	21	49.14	3 094	19	48.41	101.5 ^r	63.9
	1994-1995	3 423	9	52.50	3 359	9	51.52	101.9 ^r	65.2
	1995-1996	3 431	--	51.83	3 296	-2	49.79	104.1 ^r	66.2
	1996-1997	3 467	1	51.82	3 274	-1	48.94	105.9 ^r	66.9
	1997-1998	3 358	-3	49.82	3 130	-4	46.43	107.3	67.4
Territoire du Yukon	1993-1994	898	55	29.74	885	53	29.30	101.5 ^r	30.2
	1994-1995	647	-28	21.78	635	-28	21.38	101.9 ^r	29.7
	1995-1996	492 ^r	-24	15.92	473	-26	15.30	104.1 ^r	30.9
	1996-1997	476 ^r	-3	15.11	449	-5	14.27	105.9 ^r	31.5
	1997-1998	429	-10	13.66	400	-11	12.73	107.3	31.4
Canada	1993-1994	377 723	3	13.02	372 141	1	12.83	101.5 ^r	29 013.8
	1994-1995	363 143	-4	12.36	356 372	-4	12.13	101.9 ^r	29 377.7
	1995-1996	354 979	-2	11.94	340 998	-4	11.47	104.1 ^r	29 726.2
	1996-1997	409 641	15	13.63	386 819	13	12.87	105.9 ^r	30 059.5
	1997-1998	414 400	1	13.64	386 207	--	12.71	107.3	30 378.4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Note générale Avant 1996-1997, plusieurs provinces ont reçu des fonds du gouvernement fédéral pour l'aide juridique en matière civile, dans le cadre de l'ancien Régime d'assistance publique du Canada qui était administré par Développement des ressources humaines Canada. Le 1er avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) est devenu le nouveau mécanisme de financement fédéral pour un certain nombre de programmes sociaux, y compris l'aide juridique en matière civile. Ce nouveau financement global donne aux provinces davantage de souplesse dans leurs propres priorités de financement. À la suite du nouveau programme de transfert, les contributions provinciales à l'aide juridique ont sensiblement augmenté en 1996-1997 à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Québec, au Manitoba, en Saskatchewan, et en Colombie-Britannique.

- ¹ **Nouveau-Brunswick** La contribution du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour 1996-1997 et 1997-1998 comprend toutes les dépenses pour l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui est absorbé par le ministère de la Justice. Les coûts de cette aide juridique ne figuraient pas dans les chiffres pour 1993-1994, lorsque le ministère de la Justice a commencé à administrer le programme, et ils ont été sous-estimés en 1994-1995 et 1995-1996.
- ² **Saskatchewan** En 1994-1995, les contributions provinciales ont diminué de 3,0 millions de dollars (50 %) par rapport à 1993-1994. Ce chiffre marque un retour aux niveaux habituels de financement, en raison du rétablissement des subventions consenties en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Toutefois, le Régime d'assistance publique au Canada a pris fin le 31 mars 1996, d'où l'augmentation de 1,3 million de dollars en fonds provinciaux en 1996-1997.
- ³ **Territoires du Nord-Ouest** Les chiffres représentent le total des contributions territoriales à l'aide juridique moins le total des contributions fédérales aux programmes d'aide juridique criminel ainsi qu'au programme des auxiliaires juridiques.

Tableau 3
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle¹

Province/territoire et année	Contribution fédéral Dollars courants		Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Contribution fédéral Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population	
	Total	Par habitant			Total	Par habitant			
	\$'000	\$	%	\$'000	\$'000	\$		'000	
Terre-Neuve	1993-1994	1 730	2.97	63	2 765	1 704	2.92	101.5 ^r	582.8
	1994-1995	1 730	2.99	49	3 553	1 698	2.93	101.9 ^r	578.7
	1995-1996	1 730	3.02	49	3 516	1 662	2.90	104.1 ^r	573.5
	1996-1997	1 661	2.93	51	3 246	1 568	2.76	105.9 ^r	567.5
	1997-1998	1 653	2.96	..	...	1 541	2.76	107.3	559.0
Île-du-Prince-Édouard	1993-1994	230	1.73	71	324	227	1.70	101.5 ^r	133.2
	1994-1995	230	1.71	58	400	226	1.68	101.9 ^r	134.6
	1995-1996	230	1.69	56 ^r	409 ^r	221	1.63	104.1 ^r	135.9
	1996-1997	229	1.67	..	..	216	1.58	105.9 ^r	137.0
	1997-1998	237	1.73	..	..	221	1.61	107.3	137.2
Nouvelle-Écosse	1993-1994	3 209	3.44	57	5 586	3 162	3.39	101.5 ^r	931.5
	1994-1995	3 209	3.43	56	5 781	3 149	3.37	101.9 ^r	935.0
	1995-1996	3 209	3.42	58	5 535	3 083	3.28	104.1 ^r	939.1
	1996-1997	3 062	3.24	57	5 347	2 891	3.06	105.9 ^r	943.8
	1997-1998	3 037	3.21	59	5 190	2 831	2.99	107.3	946.8
Nouveau-Brunswick	1993-1994	1 209	1.60	43	2 817	1 191	1.58	101.5 ^r	755.1
	1994-1995	1 209	1.60	59	2 040	1 186	1.57	101.9 ^r	757.4
	1995-1996	1 209	1.59	59	2 038	1 161	1.53	104.1 ^r	759.0
	1996-1997	1 210	1.59	60	2 033	1 143	1.50	105.9 ^r	760.9
	1997-1998	1 256	1.65	59	2 135	1 171	1.54	107.3	760.9
Québec	1993-1994	16 646	2.29	40	42 010	16 400	2.26	101.5 ^r	7 257.8
	1994-1995	16 646	2.28	39	42 433	16 336	2.23	101.9 ^r	7 312.3
	1995-1996	16 646	2.26	42	40 026	15 990	2.17	104.1 ^r	7 364.9
	1996-1997	16 234	2.19	49	33 102	15 329	2.07	105.9 ^r	7 408.7
	1997-1998	16 448	2.21	41	40 214 ^e	15 329	2.06	107.3	7 438.6
Ontario	1993-1994	41 420	3.82	35	119 587	40 808	3.76	101.5 ^r	10 852.7
	1994-1995	41 420	3.76	30	135 986	40 648	3.69	101.9 ^r	11 013.6
	1995-1996	41 420	3.71	30	140 010	39 789	3.56	104.1 ^r	11 172.5
	1996-1997	39 402	3.48	34	114 960	37 207	3.29	105.9 ^r	11 316.1
	1997-1998	38 976	3.40	39	99 245	36 324	3.17	107.3	11 473.8
Manitoba	1993-1994	3 452	3.08	47	7 383	3 401	3.03	101.5 ^r	1 121.5
	1994-1995	3 452	3.06	46	7 523	3 388	3.00	101.9 ^r	1 127.4
	1995-1996	3 452	3.05	50	6 857	3 316	2.93	104.1 ^r	1 132.7
	1996-1997	3 312	2.91	46	7 188	3 128	2.75	105.9 ^r	1 138.7
	1997-1998	3 304	2.89	42	7 862	3 079	2.70	107.3	1 141.6
Saskatchewan	1993-1994	2 585	2.57	44	5 859	2 547	2.53	101.5 ^r	1 007.6
	1994-1995	2 585	2.56	44	5 895	2 537	2.51	101.9 ^r	1 010.5
	1995-1996	2 585	2.55	42	6 094	2 483	2.45	104.1 ^r	1 014.0
	1996-1997	2 503	2.46	41	6 091 ^r	2 364	2.32	105.9 ^r	1 019.4
	1997-1998	2 520	2.47	39	6 498	2 349	2.30	107.3	1 021.5
Alberta	1993-1994	6 586	2.45	36	18 386	6 489	2.41	101.5 ^r	2 687.5
	1994-1995	6 586	2.42	42	15 857	6 463	2.38	101.9 ^r	2 719.3
	1995-1996	6 586	2.39	52	12 605	6 327	2.30	104.1 ^r	2 756.4
	1996-1997	6 402	2.29	40	15 867	6 046	2.16	105.9 ^r	2 799.4
	1997-1998	6 479	2.27	46	14 161	6 038	2.11	107.3	2 859.8
Colombie-Britannique	1993-1994	9 159	2.55	20	44 782	9 024	2.51	101.5 ^r	3 590.2
	1994-1995	9 159	2.48	22	41 556	8 988	2.43	101.9 ^r	3 694.1
	1995-1996	9 159	2.42	23	40 440 ^e	8 798	2.33	104.1 ^r	3 781.0
	1996-1997	8 899	2.30	23	39 416 ^e	8 404	2.17	105.9 ^r	3 869.7
	1997-1998	9 005	2.29	..	..	8 392	2.13	107.3	3 940.3

Tableau 3
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle¹

Province/territoire et année	Contribution fédéral Dollars courants		Pourcentage des dépenses nettes admissibles au partages des coûts	Dépenses nettes admissibles au partages des coûts	Contribution fédéral Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population	
	Total	Par habitant			Total	Par habitant			
	\$'000	\$	%	\$'000	\$'000	\$		'000	
Territoires du Nord-Ouest ²	1993-1994	1 641	25.68	39	4 223	1 617	25.30	101.5 ^r	63.9
	1994-1995	1 658	25.43	37	4 534	1 627	24.96	101.9 ^r	65.2
	1995-1996	210	3.17	5	4 568	202	3.05	104.1 ^r	66.2
	1996-1997	1 658	24.79	39	4 267 ^r	1 566	23.40	105.9 ^r	66.9
	1997-1998	1 658	24.60	..	..	1 545	22.93	107.3	67.4
Territoire du Yukon ²	1993-1994	427	14.14	34	1 257	421	13.93	101.5 ^r	30.2
	1994-1995	427	14.38	39	1 092	419	14.11	101.9 ^r	29.7
	1995-1996	52	1.68	6	908 ^r	50	1.62	104.1 ^r	30.9
	1996-1997	427	13.57	49	878 ^r	404	12.81	105.9 ^r	31.5
	1997-1998	427	13.61	..	..	398	12.68	107.3	31.4
Canada	1993-1994	88 294	3.04	35	254 979	86 989	3.00	101.5 ^r	29 013.8
	1994-1995	88 311	3.01	33	266 650	86 664	2.95	101.9 ^r	29 377.7
	1995-1996	86 488	2.91	33	263 006 ^r	83 082	2.79	104.1 ^r	29 726.2
	1996-1997	85 000	2.83	37	232 395 ^r	80 264	2.67	105.9 ^r	30 059.5
	1997-1998	85 000	2.80	..	..	79 217	2.61	107.3	30 378.4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle** Une nouvelle entente fédérale/provinciale/territoriale relative aux frais partagés est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1996. Dans le cadre de la nouvelle entente, la formule de financement a été modifiée, et elle tient maintenant compte des montants des revendications historiques ainsi que de la population des provinces/territoires. Les contributions de Justice Canada ne sont plus réparties sur la base des services d'aide juridique pour adultes et pour jeunes contrevenants, mais elles sont calculées globalement. Les données qui suivent représentent les fonds fournis par Justice Canada relativement à des demandes d'indemnisation traitées en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants jusqu'en 1995-1996, les contributions fédérales en faveur des adultes et des jeunes ayant été combinées depuis cet exercice.

	1993-1994	1994-1995	1995-1996
	\$	\$	\$
Terre-Neuve	272 126	272 126	272 126
Île-du-Prince-Édouard	68 715	68 715	68 715 ^e
Nouvelle-Écosse	630 266	630 266	630 266
Nouveau-Brunswick	170 619	170 619	170 619
Québec	1 341 080	1 341 080	1 341 080
Ontario	6 942 877	6 942 877	6 942 877
Manitoba	609 399	609 399	609 399
Saskatchewan	480 576	480 576	480 576
Alberta	1 664 895	1 664 895	1 664 895
Colombie-Britannique	1 277 021	1 277 021	1 277 021
Territoires du Nord-Ouest	197 776	215 241	215 241
Yukon	52 109	52 109	52 109
Canada	13 708 228	13 724 924	13 724 924 ^e

² **Territoires du Nord-Ouest et Territoire du Yukon** La contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle a diminué sensiblement en 1995-1996 parce qu'il n'y a pas eu de contributions pour des adultes. Cela a été entraîné par la conversion de la méthode de paiements en retard d'un an à une méthode de paiements pour l'année en cours pour l'aide juridique en matière criminelle dans les territoires.

Le financement des services d'aide juridique dans les territoires inclut l'aide juridique en matière civile par le biais des ententes de partages des coûts.

Tableau 4
Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants			IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population	
	Total	Variation en pour- centage	Par habitant	Total	Variation en pour- centage	Par habitant			
	\$'000	%	\$	\$'000	%	\$		'000	
Terre-Neuve	1993-1994	5 080	-8	8.72	5 005	-9	8.59	101.5 ^f	582.8
	1994-1995	5 728	13	9.90	5 621	12	9.71	101.9 ^f	578.7
	1995-1996	5 731	--	9.99	5 505	-2	9.60	104.1 ^f	573.5
	1996-1997	5 545	-3	9.77	5 236	-5	9.23	105.9 ^f	567.5
	1997-1998	5 524	--	9.88	5 148	-2	9.21	107.3	559.0
Île-du-Prince-Édouard ¹	1993-1994	501	-12	3.76	494	-13	3.71	101.5 ^f	133.2
	1994-1995	523	4	3.89	513	4	3.81	101.9 ^f	134.6
	1995-1996	543	4	4.00	522	2	3.84	104.1 ^f	135.9
	1996-1997	593	9	4.33	560	7	4.09	105.9 ^f	137.0
	1997-1998	527	-11	3.84	491	-12	3.58	107.3	137.2
Nouvelle-Écosse ²	1993-1994	11 052	5	11.86	10 889	3	11.69	101.5 ^f	931.5
	1994-1995	11 189	1	11.97	10 980	1	11.74	101.9 ^f	935.0
	1995-1996	11 064	-1	11.78	10 628	-3	11.32	104.1 ^f	939.1
	1996-1997	10 599	-4	11.23	10 008	-6	10.60	105.9 ^f	943.8
	1997-1998	10 111	-5	10.68	9 423	-6	9.95	107.3	946.8
Nouveau-Brunswick ³	1993-1994	3 332	--	4.41	3 283	-2	4.35	101.5 ^f	755.1
	1994-1995	2 895	-13	3.82	2 841	-13	3.75	101.9 ^f	757.4
	1995-1996	2 972	3	3.92	2 855	--	3.76	104.1 ^f	759.0
	1996-1997	3 608	21	4.74	3 407	19	4.48	105.9 ^f	760.9
	1997-1998	3 551	-2	4.67	3 309	-3	4.35	107.3	760.9
Québec ⁴	1993-1994	117 079	3	16.13	115 349	1	15.89	101.5 ^f	7 257.8
	1994-1995	119 546	2	16.35	117 317	2	16.04	101.9 ^f	7 312.3
	1995-1996	120 641	1	16.38	115 890	-1	15.74	104.1 ^f	7 364.9
	1996-1997	114 238	-5	15.42	107 873	-7	14.56	105.9 ^f	7 408.7
	1997-1998	108 856	-5	14.63	101 450	-6	13.64	107.3	7 438.6
Ontario ⁵	1993-1994	297 811	-7	27.44	293 410	-9	27.04	101.5 ^f	10 852.7
	1994-1995	349 435	17	31.73	342 920	17	31.14	101.9 ^f	11 013.6
	1995-1996	327 294	-6	29.29	314 403	-8	28.14	104.1 ^f	11 172.5
	1996-1997	250 142	-24	22.10	236 206	-25	20.87	105.9 ^f	11 316.1
	1997-1998	186 861	-25	16.29	174 148	-26	15.18	107.3	11 473.8
Manitoba	1993-1994	15 040	-1	13.41	14 818	-2	13.21	101.5 ^f	1 121.5
	1994-1995	15 211	1	13.49	14 927	1	13.24	101.9 ^f	1 127.4
	1995-1996	14 959	-2	13.21	14 370	-4	12.69	104.1 ^f	1 132.7
	1996-1997	15 060	1	13.23	14 221	-1	12.49	105.9 ^f	1 138.7
	1997-1998	15 747	5	13.79	14 676	3	12.86	107.3	1 141.6
Saskatchewan ⁶	1993-1994	8 592	8	8.53	8 465	7	8.40	101.5 ^f	1 007.6
	1994-1995	8 619	--	8.53	8 458	--	8.37	101.9 ^f	1 010.5
	1995-1996	8 829	2	8.71	8 481	--	8.36	104.1 ^f	1 014.0
	1996-1997	8 909	1	8.74	8 413	-1	8.25	105.9 ^f	1 019.4
	1997-1998	9 560	7	9.36	8 910	6	8.72	107.3	1 021.5
Alberta	1993-1994	28 350	-7	10.55	27 931	-8	10.39	101.5 ^f	2 687.5
	1994-1995	25 519	-10	9.38	25 043	-10	9.21	101.9 ^f	2 719.3
	1995-1996	20 957	-18	7.60	20 132	-20	7.30	104.1 ^f	2 756.4
	1996-1997	24 445	17	8.73	23 083	15	8.25	105.9 ^f	2 799.4
	1997-1998	22 342	-9	7.81	20 822	-10	7.28	107.3	2 859.8
Colombie-Britannique ⁷	1993-1994	100 894	14	28.10	99 403	13	27.69	101.5 ^f	3 590.2
	1994-1995	101 190	--	27.39	99 303	--	26.88	101.9 ^f	3 694.1
	1995-1996	102 339	1	27.07	98 308	-1	26.00	104.1 ^f	3 781.0
	1996-1997	96 989	-5	25.06	91 585	-7	23.67	105.9 ^f	3 869.7
	1997-1998	85 270	-12	21.64	79 469	-13	20.17	107.3	3 940.3

Tableau 4
Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants			IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population	
	Total	Variation en pour- centage	Par habitant	Total	Variation en pour- centage	Par habitant			
	\$'000	%	\$	\$'000	%	\$			
Territoires du Nord-Ouest ⁸	1993-1994	5 190	12	81.22	5 113	10	80.02	101.5 ^f	63.9
	1994-1995	5 474	5	83.96	5 372	5	82.39	101.9 ^f	65.2
	1995-1996	5 470	--	82.63	5 255	-2	79.37	104.1 ^f	66.2
	1996-1997	5 126	-6	76.62	4 840	-8	72.35	105.9 ^f	66.9
	1997-1998	5 397	5	80.07	5 030	4	74.63	107.3	67.4
Territoire du Yukon	1993-1994	1 274	16	42.19	1 255	14	41.56	101.5 ^f	30.2
	1994-1995	1 103	-13	37.14	1 082	-14	36.45	101.9 ^f	29.7
	1995-1996	1 093	-1	35.37	1 050	-3	33.98	104.1 ^f	30.9
	1996-1997	887	-19	28.16	838	-20	26.59	105.9 ^f	31.5
	1997-1998	881	-1	28.06	821	-2	26.15	107.3	31.4
Canada	1993-1994	594 195	-1	20.48	585 414	-3	20.18	101.5 ^f	29 013.8
	1994-1995	646 432	9	22.00	634 379	8	21.59	101.9 ^f	29 377.7
	1995-1996	621 892	-4	20.92	597 399	-6	20.10	104.1 ^f	29 726.2
	1996-1997	536 141	-14	17.84	506 271	-15	16.84	105.9 ^f	30 059.5
	1997-1998	454 627	-15	14.97	423 697	-16	13.95	107.3	30 378.4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le ministère provincial des Affaires communautaires et Procureur général fournit le personnel et les fonds nécessaires au régime d'aide juridique. Tous les services relatifs aux achats, aux locaux, à la rémunération du personnel et au paiement des honoraires d'avocats de pratique privée sont traités et payés par la Section de l'administration du ministère. Bon nombre de ces services ne sont pas inclus dans les dépenses au chapitre de l'aide juridique.
- ² **Nouvelle-Écosse** La méthode de comptabilité de caisse et de comptabilité d'exercice est utilisée pour faciliter l'inclusion des honoraires à payer des avocats de pratique privée.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Comprend les coûts des salaires relatifs aux services juridiques, parajuridiques et de soutien pour l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui est administrée par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick. Ces coûts n'avaient pas été inclus dans les recettes pour 1993-1994. En 1997-1998 et 1996-1997, les dépenses comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui n'était pas compris en entier dans les recettes des années précédentes.
- ⁴ **Québec** La diminution des dépenses en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique en septembre 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité (qui ont résulté en une réduction du nombre de demandes approuvées).
- ⁵ **Ontario** Comprend les fonds consacrés à la Société d'aide juridique pour étudiants, «Northern Legal Services», et le «Refugee Law Office». Le financement du gouvernement est strictement plafonné jusqu'à 1998-1999. En 1996, l'Ontario a adopté un système de comptabilité d'exercice.
- ⁶ **Saskatchewan** Les chiffres comprennent les comptes créditeurs et les dettes courues qui totalisent :
 1993-1994 329 454 \$
 1994-1995 383 789 \$
 1995-1996 400 791 \$
 1996-1997 414 292 \$
 1997-1998 589 098 \$
- ⁷ Le personnel offre des services de vulgarisation juridique dans le cadre de leurs fonctions normales.
- ⁸ **Colombie-Britannique** Les chiffres sont fondés sur une méthode modifiée de comptabilité d'exercice. Le régime loué à prix réduit les locaux du bureau central en raison du soutien de la ville de Vancouver.
- ⁸ **Territoires du Nord-Ouest** Les locaux et les services d'administration financière fournis par l'administration du territoire ne sont pas inclus.

Tableau 5
Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année		Total		Total des dépenses directes d'aide juridique		Affaires criminelles		Affaires civiles		Autres dépenses au chapitre des programmes		Dépenses administratives centrales		
		Pourcentage du total		Pourcentage des dépenses directes d'aide juridique		Pourcentage des dépenses directes d'aide juridique		Pourcentage des dépenses directes d'aide juridique		Pourcentage du total		Pourcentage du total		
		\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
Terre-Neuve	1993-1994	5 080	5 080	100	2 774	55	2 306	45	-	-	-	-	-	-
	1994-1995	5 728	5 728	100	3 553	62	2 175	38	-	-	-	-	-	-
	1995-1996	5 731	5 731	100	3 527	62	2 204	38	-	-	-	-	-	-
	1996-1997	5 545	5 545	100	3 247	59	2 298	41	-	-	-	-	-	-
	1997-1998	5 524	5 524	100	3 363	61	2 161	39	-	-	-	-	-	-
Île-du-Prince-Édouard ¹	1993-1994	501	501	100	275	55	226	45	-	-	-	-	-	-
	1994-1995	523	523	100	399	76	124	24	-	-	-	-	-	-
	1995-1996	543	543	100	410	76	133	24	-	-	-	-	-	-
	1996-1997	593	593	100	464	78	129	22	-	-	-	-	-	-
	1997-1998	527	527	100	396	75	131	25	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse	1993-1994	11 052	10 313	93	5 225	51	5 088	49	60	1	679	6	527	5
	1994-1995	11 189	10 604	95	5 529	52	5 075	48	58	1	702	6	562	5
	1995-1996	11 064	10 311	93	5 163	50	5 148	50	51	--	625	6	625	6
	1996-1997	10 599	9 986	94	5 030	50	4 956	50	51	--	625	6	625	6
	1997-1998	10 111	9 435	93	4 809	51	4 626	49	51	1	625	6	625	6
Nouveau-Brunswick ²	1993-1994	3 332	2 881	86	2 502	87	379	13	-	-	451	14	598	21
	1994-1995	2 895	2 210	76	1 525	69	685	31	87	6	495	17	518	14
	1995-1996	2 972	2 390	80	1 770	74	620	26	87	5	525	15	525	15
	1996-1997	3 608	3 090	86	1 779	58	1 311	42	-	-	518	14	518	14
	1997-1998	3 551	3 026	85	1 680	56	1 346	44	-	-	525	15	525	15
Québec ³	1993-1994	117 079	107 059	91	37 610 ^e	35 ^e	69 449 ^e	65 ^e	861	1	9 159	8	9 058	8
	1994-1995	119 546	109 716	92	37 852 ^e	34 ^e	71 864 ^e	66 ^e	772	1	8 709	7	9 172	8
	1995-1996	120 641	111 201	92	36 418 ^e	33 ^e	74 783 ^e	67 ^e	731	1	11 755	11	11 755	11
	1996-1997	114 238	104 040 ^e	91	34 541 ^e	33 ^e	69 499 ^e	67 ^e	1 026	1	9 172	8	9 172	8
	1997-1998	108 856	96 225 ^e	88	35 382 ^e	37 ^e	60 843 ^e	63 ^e	876	1	11 755	11	11 755	11
Ontario ⁴	1993-1994	297 811	263 138	88	113 640	43	149 498	57	5 703	2	28 970	10	35 462	10
	1994-1995	349 435	307 818	88	127 949	42	179 869	58	6 155	2	35 102	11	35 495	14
	1995-1996	327 294	286 036	87	120 321	42	165 715	58	6 156	2	32 731	18	32 731	18
	1996-1997	250 142	208 386	83	91 636	44	116 750	56	6 261	3	35 495	14	35 495	14
	1997-1998	186 861	148 290	79	78 875	53	69 415	47	5 840	3	32 731	18	32 731	18
Manitoba ⁵	1993-1994	15 040	12 920	86	6 856	53	6 064	47	416	3	1 704	11	1 899	12
	1994-1995	15 211	12 972	85	6 432	50	6 540	50	340	2	1 834	12	2 024	13
	1995-1996	14 959	12 745	85	6 620	52	6 125	48	380	3	2 024	13	2 024	13
	1996-1997	15 060	12 606	84	5 662	45	6 944	55	430	3	2 505	16	2 505	16
	1997-1998	15 747	12 850	82	6 725	52	6 125	48	392	2	2 505	16	2 505	16
Saskatchewan ⁶	1993-1994	8 592	7 964	93	5 205	65	2 759	35	...	...	628	7	639	7
	1994-1995	8 619	7 980	93	5 182	65	2 798	35	...	...	649	7	629	7
	1995-1996	8 829	8 180	93	5 336	65	2 844	35	...	...	629	7	629	7
	1996-1997	8 909	8 280	93	5 263	64	3 017	36	...	...	813	9	813	9
	1997-1998	9 560	8 747	91	5 395	62	3 352	38	...	...	813	9	813	9
Alberta ⁷	1993-1994	28 350	25 311	89	17 702	70	7 609	30	...	...	3 039	11	2 984	12
	1994-1995	25 519	22 535	88	15 250	68	7 285	32	...	...	3 017	14	2 824	12
	1995-1996	20 957	17 940	86	11 766	66	6 174	34	...	...	2 824	12	2 913	13
	1996-1997	24 445	21 621	88	14 116	65	7 505	35	...	...	2 913	13	2 913	13
	1997-1998	22 342	19 429	87	12 457	64	6 972	36	...	...	2 913	13	2 913	13
Colombie-Britannique ⁸	1993-1994	100 894	91 849	91	41 908	46	49 941	54	1 809	2	7 236	7	8 106	8
	1994-1995	101 190	91 331	90	38 820	43	52 511	57	1 753	2	7 699	8	7 770	8
	1995-1996	102 339	92 776	91	37 919	41	54 857	59	1 864	2	7 770	8	7 770	8
	1996-1997	96 989	87 411	90	36 657	42	50 754	58	1 808	2	7 004	8	7 004	8
	1997-1998	85 270	76 751	90	31 611	41	45 140	59	1 515	2	7 004	8	7 004	8
Territoires du Nord-Ouest ⁹	1993-1994	5 190	1 918	37	..	..	..	..	2 872	55	400	8	473	9
	1994-1995	5 474	2 737	50	..	..	..	..	2 264	41	548	10	555	11
	1995-1996	5 470	2 694	49	..	..	..	..	2 228	41	555	11	555	11
	1996-1997	5 126	2 932	57	..	..	..	..	1 639	32	1 369	25	1 369	25
	1997-1998	5 397	2 390	44	1 551	65	839	35	1 638	30	1 369	25	1 369	25

Tableau 5
Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année		Total		Total des dépenses directes d'aide juridique		Affaires criminelles		Affaires civiles		Autres dépenses au chapitre des programmes		Dépenses administratives centrales	
		\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
Territoire du Yukon	1993-1994	1 274	84	1 068	84	826	77	242	23	-	-	206	16
	1994-1995	1 102	83	911	83	720	79	191	21	-	-	191	17
	1995-1996	1 092	66	718	66	531	74	187	26	-	-	374	34
	1996-1997	887	74	657	74	501	76	156	24	-	-	230	26
	1997-1998	881	77	680	77	484	71	196	29	-	-	201	23
Canada	1993-1994	594 195	89	530 002	89	..	..	..	..	11 721	2	52 472	9
	1994-1995	646 431	89	575 065	89	..	..	..	..	11 429	2	59 937	9
	1995-1996	621 891	89	551 265	89	..	..	..	..	11 497	2	59 129	10
	1996-1997	536 141	87	465 147	87	..	..	..	..	11 215	2	59 779	11
	1997-1998	454 627	84	383 874	84	182 728	48	201 146	52	10 312	2	60 441	13

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- 1 **Île-du-Prince-Édouard** Le ministère provincial des Affaires communautaires et Procureur général assure la dotation et le financement du régime. Les achats, les installations, les salaires et le paiement des dépenses des avocats de pratique privée ne sont généralement pas comptabilisés comme des dépenses de l'aide juridique.
- 2 **Nouveau-Brunswick** En 1988-1989, le Nouveau-Brunswick a créé un programme d'aide juridique en matière de droit de la famille pour remplacer l'aide juridique en matière civile. En mai 1993, le ministère de la Justice a repris à la Société du Barreau l'administration du programme. On peut y avoir recours pour obtenir et faire exécuter des ordonnances alimentaires, pour demander la modification d'obligations alimentaires, et pour se faire représenter par le ministre de la Santé et des Services communautaires relativement à des demandes de garde; les victimes de violence conjugale peuvent obtenir l'aide du programme relativement à des ordonnances de pensions alimentaires, pour elles-mêmes ou pour leurs enfants, de garde et de droit de visite, d'ordonnances restrictives et de partage de certains biens. Des services de médiation sont également offerts dans les cas où il n'y a eu aucun abus. En 1993-1994, lorsque le ministère de la Justice s'est chargé de l'administration du programme d'aide juridique en matière de droit de la famille, les renseignements sur les services et les dépenses du programme n'étaient pas inclus. En 1994-1995 et 1995-1996, ces dépenses étaient comprises en partie dans les chiffres. En 1997-1998 et 1996-1997, les dépenses comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Les dépenses en matière civile comprennent les dépenses liées aux travailleurs sociaux du ministère de la Justice qui interviennent devant les tribunaux dans des affaires civiles et des affaires relevant du droit de la famille.
- 3 **Québec** Les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice pour les avocats salariés (c'est-à-dire que les comptes créditeurs sont pris en considération) et selon la méthode de comptabilité de caisse pour les avocats de pratique privée.
- 4 **Ontario** Les dépenses des centres communautaires sont principalement déclarées sous l'aide juridique en matière civile, mais une faible proportion est déclarée sous l'aide juridique en matière criminelle.
- 5 **Manitoba** Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles, sauf celles traitées par les centres juridiques qui figurent dans la catégorie des affaires civiles. Une taxe pour la santé et l'éducation est incluse.
- 6 **Saskatchewan** Les dépenses des services d'avocats nommés d'office fournis en dehors des heures normales de travail sont incluses dans la catégorie des cabinets d'avocats de pratique privée et sont réparties parmi les affaires criminelles de juridiction fédérale. N'est pas comprise dans le total une subvention de 121 400 \$ versée par la Fondation du droit de la Saskatchewan pour l'achat d'un ordinateur.
- 7 **Alberta** En 1993-1994, l'Alberta a commencé à attribuer les coûts des bureaux de Calgary et d'Edmonton aux «services juridiques directs» puisque les postes d'avocats salariés dans ces bureaux sont devenus permanents. Dans d'autres régions, la prestation des services d'aide juridique se fait par des avocats de pratique privée selon un modèle de type «judiciaire», et la totalité des coûts encourus dans les neuf autres bureaux régionaux qui offre de l'aide suivant un modèle de prestation sont inclus dans les dépenses administratives centrales. Une nouvelle politique de comptabilité a été adoptée au cours de l'exercice financier 1997-1998 permettant de capitaliser les biens immobilisés et de les amortir sur la durée utile des biens.
- 8 **Colombie-Britannique** Grâce à une entente avec la ville de Vancouver, l'administration centrale bénéficie d'une réduction de son loyer pour une partie de l'espace qu'elle occupe. Les subventions accordées aux cliniques juridiques communautaires s'élevaient à :
 1993-1994 5 981 584\$^e
 1994-1995 18 055 546\$
 1995-1996 18 055 546\$^e
 1996-1997 23 707 468\$
 1997-1998 22 930 477\$
 Les années 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998 incluent les subventions aux cabinets d'avocat communautaires et aux cabinets d'avocats communautaires pour les Autochtones et les dépenses de la société relatives au fonctionnement des directions régionales. Au cours des années précédentes, seules les subventions aux cabinets d'avocat communautaires et aux cabinets d'avocat communautaires pour Autochtones étaient déclarées. Les dépenses d'administration centrale incluent les dépenses relatives au modèle d'avocats salariés.
- 9 **Territoires du Nord-Ouest** Les autres dépenses au chapitre des programmes comprennent les sommes dépensées pour le «Keewatin Legal Services Centre», «Maliiganik Tukisiiniakvik», «Mackenzie Court Workers», «Kitikmeot Law Center», et «Beaufort Delta Legal Services». Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux excluent le coût des locaux et des services financiers, lesquels sont assurés gratuitement par l'administration du territoire.

Tableau 6
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année		Total \$'000	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Affaires criminelles					Affaires civiles				
			\$'000	%	\$'000	%	Total \$'000	Avocats salariés \$'000	%	Avocats de pratique privé \$'000	%	Total \$'000	Avocats salariés \$'000	%	Avocats de pratique privé \$'000	%
Terre-Neuve	1993-1994	5 080	4 169	82	911	18	2 774	2 393	86	381	14	2 306	1 776	77	530	23
	1994-1995	5 728	4 803	84	925	16	3 553	2 964	83	589	17	2 175	1 839	85	336	15
	1995-1996	5 731	4 909	86	822	14	3 527	3 075	87	452	13	2 204	1 834	83	370	17
	1996-1997	5 545	4 949	89	596	11	3 247	2 946	91	301	9	2 298	2 003	87	295	13
	1997-1998	5 524	5 264	95	260	5	3 363	3 206	95	157	5	2 161	2 058	95	103	5
Île-du-Prince-Édouard ¹	1993-1994	501	416	83	85	17	275	225	82	50	18	226	191	85	35	15
	1994-1995	523	419	80	104	20	399	325	81	74	19	124	94	76	30	24
	1995-1996	543	430	79	113	21	410	338	82	72	18	133	92	69	41	31
	1996-1997	593	438	74	155	26	464	337	73	127	27	129	101	78	28	22
	1997-1998	527	426	81	101	19	396	341	86	55	14	131	85	65	46	35
Nouvelle-Écosse ²	1993-1994	10 313	7 753	75	2 560	25	5 225	3 936	75	1 289	25	5 088	3 817	75	1 271	25
	1994-1995	10 604	7 987	75	2 617	25	5 529	4 291	78	1 238	22	5 075	3 696	73	1 379	27
	1995-1996	10 311	7 916	77	2 395	23	5 163	4 100	79	1 063	21	5 148	3 816	74	1 332	26
	1996-1997	9 986	7 993	80	1 993	20	5 030	4 211	84	819	16	4 956	3 782	76	1 174	24
	1997-1998	9 435	7 571	80	1 864	20	4 809	3 997	83	812	17	4 626	3 574	77	1 052	23
Nouveau-Brunswick ³	1993-1994	2 881	...	...	2 881	100	2 502	...	...	2 502	100	379	...	...	379	100
	1994-1995	2 210	352	16	1 858	84	1 525	...	...	1 525	100	685	352	51	333	49
	1995-1996	2 390	620	26	1 770	74	1 770	...	...	1 770	100	620	620	100	...	...
	1996-1997	3 090	630	20	2 460	80	1 779	...	...	1 779	100	1 311	630	48	681	52
	1997-1998	3 026	1 034	34	1 992	66	1 680	...	...	1 680	100	1 346	1 034	77	312	23
Québec	1993-1994	107 059	59 173	55	47 886	45	37 610 ^e	16 720 ^e	44 ^e	20 890	56	69 449 ^e	42 453 ^e	61 ^e	26 996	39
	1994-1995	109 716	60 102	55	49 614	45	37 852 ^e	16 003 ^e	42 ^e	21 849	58	71 864 ^e	44 099 ^e	61 ^e	27 765	39
	1995-1996	111 201	60 835	55	50 366	45	36 418 ^e	14 360 ^e	39 ^e	22 058	61	74 783 ^e	46 475 ^e	62 ^e	28 308	38
	1996-1997	104 040	58 566	56	45 474	44	34 541 ^e	15 271 ^e	44 ^e	19 270	56	69 499 ^e	43 295 ^e	62 ^e	26 204	38
	1997-1998	96 225	55 039	57	41 186	43	35 382 ^e	18 143 ^e	51 ^e	17 239	49	60 843 ^e	36 896 ^e	61 ^e	23 947	39
Ontario	1993-1994	263 138	32 241	12	230 897	88	113 640	2 212	2	111 428	98	149 498	30 029	20	119 469	80
	1994-1995	307 818	33 078	11	274 740	89	127 949	2 161	2	125 788	98	179 869	30 917	17	148 952	83
	1995-1996	286 036	32 992	12	253 044	88	120 321	2 099	2	118 222	98	165 715	30 893	19	134 822	81
	1996-1997	208 386	33 016	16	175 370	84	91 636	2 372	3	89 264	97	116 750	30 644	26	86 106	74
	1997-1998	148 290	33 092	22	115 198	78	78 875	2 534	3	76 341	97	69 415	30 558	44	38 857	56
Manitoba	1993-1994	12 920	4 585	35	8 335	65	6 856	2 522	37	4 334	63	6 064	2 063	34	4 001	66
	1994-1995	12 972	4 963	38	8 009	62	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1995-1996	12 745	5 386	42	7 359	58	6 620	2 962	45	3 658	55	6 125	2 424	40	3 701	60
	1996-1997	12 606	5 841	46	6 765	54	5 662	2 336	41	3 326	59	6 944	3 505	50	3 439	50
	1997-1998	12 850	6 107	48	6 743	52	6 725	3 264	49	3 461	51	6 125	2 843	46	3 282	54
Saskatchewan	1993-1994	7 964	7 409	93	555	7	5 205	4 708	90	497	10	2 759	2 701	98	58	2
	1994-1995	7 980	7 446	93	534	7	5 182	4 728	91	454	9	2 798	2 718	97	80	3
	1995-1996	8 180	7 686	94	494	6	5 336	4 908	92	428	8	2 844	2 778	98	66	2
	1996-1997	8 280	7 787	94	493	6	5 263	4 856	92	407	8	3 017	2 931	97	86	3
	1997-1998	8 747	8 001	91	746	9	5 395	5 022	93	373	7	3 352	2 979	89	373	11
Alberta	1993-1994	25 311	983	4	24 328	96	17 702	788	4	16 914	96	7 609	195	3	7 414	97
	1994-1995	22 535	1 688	7	20 847	93	15 250	1 503	10	13 747	90	7 285	185	3	7 100	97
	1995-1996	17 940	1 620	9	16 320	91	11 766	1 434	12	10 332	88	6 174	186	3	5 988	97
	1996-1997	21 621	1 715	8	19 906	92	14 116	1 527	11	12 589	89	7 505	188	3	7 317	97
	1997-1998	19 429	1 690	9	17 739	91	12 457	1 517	12	10 940	88	6 972	173	2	6 799	98
Colombie-Britannique	1993-1994	91 849	14 210	15	77 639	85	41 908	4 539	11	37 369	89	49 941	9 671	19	40 270	81
	1994-1995	91 331	20 337	22	70 994	78	38 820	6 742	17	32 078	83	52 511	13 595	26	38 916	74
	1995-1996	92 776	26 933	29	65 843	71	37 919	8 530	22	29 389	78	54 857	18 403	34	36 454	66
	1996-1997	87 411	24 985	29	62 426	71	36 657	7 927	22	28 730	78	50 754	17 058	34	33 696	66
	1997-1998	76 751	24 002	31	52 749	69	31 611	7 973	25	23 638	75	45 140	16 029	36	29 111	64
Territoires du Nord-Ouest	1993-1994	1 918	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1994-1995	2 737	342	12	2 395	88	...	...	...	1 769	...	...	...	...	626	...
	1995-1996	2 694	499	19	2 195	81	...	...	...	1 551	...	...	...	...	644	...
	1996-1997	2 932	676	23	2 256	77	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1997-1998	2 390	...	...	...	...	1 551	...	...	...	...	839	...	...	...	...
Territoire du Yukon	1993-1994	1 068	...	...	1 068	100	826	...	...	826	100	242	...	...	242	100
	1994-1995	911	172	19	739	81	720	131	18	589	82	191	41	21	150	79
	1995-1996	718	177	25	541	75	531	150	28	381	72	187	27	14	160	86
	1996-1997	657	289	44	368	56	501	252	50	249	50	156	37	24	119	76
	1997-1998	680	421	62	259	38	484	300	62	184	38	196	121	62	75	38

Tableau 6
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année		Total	Avocats salariés	Avocats de pratique privé		Affaires criminelles					Affaires civiles					
						Total	Avocats salariés	Avocats de pratique privé	Total	Avocats salariés	Avocats de pratique privé					
												\$'000	%	\$'000	%	\$'000
Canada	1993-1994	530 002	130 939	25	397 145	75	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	575 065	141 689	25	433 376	75	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	551 265	150 003	27	401 262	73	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	465 147	146 885	32	318 262	68	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1997-1998	383 874	..	..	..	..	182 728	..	..	..	..	201 146	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Ile-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- ² **Nouvelle-Écosse** En 1993-1994, la Nouvelle-Écosse a modifié la méthode de collecte de données, de sorte que les infractions aux lois provinciales sont désormais présentées séparément et que les dépenses pour les affaires civiles n'englobent que les frais des affaires en matière civile et des affaires reliées au droit de la famille.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent rapport, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.

Tableau 7
Effectifs de l'aide juridique au 31 mars

Province/territoire et année	Tous les employés	Total				Professionnels salariés qui assurent des services directs				Autres employés						
		Avocats		Non-avocats		Total	Avocats	Non-avocats	Total	Avocats	Non-avocats					
			%		%								%		%	
Terre-Neuve	1993-1994	107	39	36	68	64	39	39	100	-	-	68	-	-	68	100
	1994-1995	86	41	48	45	52	41	41	100	-	-	45	-	-	45	100
	1995-1996	83	37	45	46	55	45	37	82	8	18	38	-	-	38	100
	1996-1997	96	45	47	51	53	45	45	100	-	-	45	-	-	45	100
	1997-1998	102	40	39	62	61	62	40	65	22	35	40	-	-	40	100
Île-du-Prince-Édouard ¹	1993-1994	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
	1994-1995	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
	1995-1996	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
	1996-1997	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
	1997-1998	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
Nouvelle-Écosse ²	1993-1994	123	65	53	58	47	67	65	97	2	3	56	-	-	56	100
	1994-1995	127	66	52	61	48	69	66	96	3	4	58	-	-	58	100
	1995-1996	122	62	51	60	49	65	62	95	3	5	57	-	-	57	100
	1996-1997	124	63	51	61	49	62	62	100	-	-	62	1	2	61	98
	1997-1998	119	66	55	53	45	65	65	100	-	-	54	1	2	53	98
Nouveau-Brunswick ³	1993-1994	12	1	8	11	92	...	...	...	...	...	12	1	8	11	92
	1994-1995	24	10	42	14	58	11	9	82	2	18	13	1	8	12	92
	1995-1996	23	9	39	14	61	10	8	80	2	20	13	1	8	12	92
	1996-1997	35	9	26	26	74	23	8	35	15	65	12	1	8	11	92
	1997-1998	35	9	26	26	74	21	9	43	12	57	14	-	-	14	100
Québec ⁴	1993-1994	979	395	40	584	60	405	364	90	41	10	574	31	5	543	95
	1994-1995	992	394	40	598	60	409	363	89	46	11	583	31	5	552	95
	1995-1996	1 001	405	40	596	60	424	379	89	45	11	577	26	5	551	95
	1996-1997	963	389	40	574	60	402	363	90	39	10	561	26	5	535	95
	1997-1998	854	362	42	492	58	349	333	95	16	5	505	29	6	476	94
Ontario ⁵	1993-1994	1 041	301	29	740	71	334	212	63	122	37	707	89	13	618	87
	1994-1995	1 057	300	28	757	72	338	214	63	124	37	719	86	12	633	88
	1995-1996	911	304	33	607	67	340	217	64	123	36	571	87	15	484	85
	1996-1997	949	302	32	647	68	329	213	65	116	35	620	89	14	531	86
	1997-1998	958	308	32	650	68	336	224	67	112	33	622	84	14	538	86
Manitoba	1993-1994	106	40	38	66	62	41	35	85	6	15	65	5	8	60	92
	1994-1995	106	40	38	66	62	41	35	85	6	15	65	5	8	60	92
	1995-1996	119	47	39	72	61	54	42	78	12	22	65	5	8	60	92
	1996-1997	120	47	39	73	61	55	42	76	13	24	65	5	8	60	92
	1997-1998	129	47	36	82	64	57	41	72	16	28	72	6	8	66	92
Saskatchewan	1993-1994	125	58	46	67	54	79	57	72	22	28	46	1	2	45	98
	1994-1995	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
	1995-1996	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
	1996-1997	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
	1997-1998	132	61	46	71	54	81	60	74	21	26	51	1	2	50	98
Alberta	1993-1994	114	18	16	96	84	15	15	100	...	...	99	3	3	96	97
	1994-1995	128	23	18	105	82	20	20	100	...	...	108	3	3	105	97
	1995-1996	127	25	20	102	80	22	22	100	...	...	105	3	3	102	97
	1996-1997	122	24	20	98	80	21	21	100	...	...	101	3	3	98	97
	1997-1998	121	23	19	98	81	20	20	100	...	...	101	3	3	98	97
Colombie-Britannique	1993-1994	238	53	22	185	78	130	39	30	91	70	108	14	13	94	87
	1994-1995	316	83	26	233	74	181	63	35	118	65	135	20	15	115	85
	1995-1996	391	73	19	318	81	195	67	34	128	66	196	6	3	190	97
	1996-1997	344	84	24	260	76	198	65	33	133	67	146	19	13	127	87
	1997-1998	368	81	22	287	78	187	77	41	110	59	181	4	2	177	98
Territoires du Nord-Ouest ⁶	1993-1994	38	7	18	31	82	31	6	19	25	81	7	1	14	6	86
	1994-1995	39	8	21	31	79	32	7	22	25	78	7	1	14	6	86
	1995-1996	40	9	23	31	78	33	8	24	25	76	7	1	14	6	86
	1996-1997	34	8	24	26	76	26	7	27	19	73	8	1	13	7	88
	1997-1998	44	9	20	35	80	29	8	28	21	72	15	1	7	14	93

Tableau 7
Effectifs de l'aide juridique au 31 mars

Province/territoire et année	Tous les employés	Total				Professionnels salariés qui assurent des services directs				Autres employés						
		Avocats		Non-avocats		Total	Avocats	Non-avocats		Total	Avocats	Non-avocats				
			%		%				%				%			
Territoire du Yukon ⁷	1993-1994	4	-	-	4	100	...	...	...	...	...	4	-	-	4	100
	1994-1995	10	4	40	6	60	6	4	67	2	33	4	-	-	4	100
	1995-1996	5	2	40	3	60	2	2	100	...	...	3	-	-	3	100
	1996-1997	7	4	57	3	43	4	3	75	1	25	3	1	33	2	67
	1997-1998	9	5	56	4	44	6	4	67	2	33	3	1	33	2	67
Canada	1993-1994	2 894	981	34	1 913	66	1 145	836	73	309	27	1 749	145	8	1 604	92
	1994-1995	3 023	1 034	34	1 989	66	1 234	886	72	348	28	1 789	148	8	1 641	92
	1995-1996	2 960	1 038	35	1 922	65	1 276	908	71	368	29	1 684	130	8	1 554	92
	1996-1997	2 932	1 040	35	1 892	65	1 276	893	71	368	29	1 684	147	8	1 537	92
	1997-1998	2 878	1 015	35	1 863	65	1 217	885	73	332	27	1 661	130	8	1 531	92

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le total ne comprend ni les remplaçants des employés de bureau en congé annuel ni les suppléants occasionnels. Les commis de paye, de comptabilité et autre personnel administratif de la province sont exclus.
- ² **Nouvelle-Écosse** Les non-avocats assurant des services juridiques directs comprenaient les stagiaires en droit, les agents de liaison auprès des prisonniers, les travailleurs communautaires, le personnel administratif (non-avocats) et de soutien. «Les autres employés» désignent le personnel administratif.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Les ressources en personnel consacrées à divers autres mécanismes de règlement de différends ne sont pas incluses dans les totaux figurant dans ce tableau. Comprend le personnel du droit de la famille qui n'était pas inclus dans l'information de 1993-1994. Les données pour les non-avocats avant 1996-1997 ont été sous-estimées.
- ⁴ **Québec** Les stagiaires et techniciens judiciaires affectés au service à la clientèle sont classés comme professionnels non-avocats assurant des services directs. Les cadres avocats avec fonction administratives sont classés comme avocats dans «Autres employés».
- ⁵ **Ontario** Comprend le personnel des cliniques communautaires :

	Avocats	Techniciens	Soutien
1993-1994	176	113	150
1994-1995	178	115	152
1995-1996	178	115	152
1996-1997	173	111	148
1997-1998	176	109	151
- ⁶ **Territoires du Nord-Ouest** Comprend le personnel des cliniques de Keewatin Legal Services Centre de Malliganik Tukisiiniakvik, Mackenzie Court Workers, Kitikmeot Law Center, et Beaufort Delta Legal Services.
- ⁷ **Territoire du Yukon** Comprend le personnel permanent et temporaire.

Tableau 8
Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique

Province/territoire et année	Total des membres du Barreau	Avocats qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats de pratique privée qui ont assuré des services d'aide juridique	Avocats salariés	
		Total	Pourcentage	Total	Total	
			%			
Terre-Neuve ¹	1993-1994	517	228	44	189	39
	1994-1995	540	247	46	206	41
	1995-1996	630	195	31	158	37
	1996-1997	553	120	22	75	45
	1997-1998	576	55	10	15	40
Île-du-Prince-Édouard	1993-1994	163	33	20	29	4
	1994-1995	169	38	22	34	4
	1995-1996	173	24	14	20	4
	1996-1997	180	38	21	34	4
	1997-1998	190	36	19	32	4
Nouvelle-Écosse	1993-1994	1 382	442	32	377	65
	1994-1995	1 402	..	..	..	66
	1995-1996	1 517	401	26	339	62
	1996-1997	1 487	376	25	313	63
	1997-1998	1 796	380	21	314	66
Nouveau-Brunswick ²	1993-1994	1 099	..	..	..	1
	1994-1995	1 119	215	19	205	10
	1995-1996	1 117	250	22	241	9
	1996-1997	1 172	267	23	258	9
	1997-1998	1 239	386	31	377 ^e	9
Québec ³	1993-1994	19 255	4 447	23	4 052	395
	1994-1995	20 139	4 559	23	4 165	394
	1995-1996	21 628	4 594	21	4 189	405
	1996-1997	20 168	4 405	22	4 016	389
	1997-1998	20 584	3 744	18	3 382	362
Ontario ⁴	1993-1994	22 426	6 103	27	5 802	301
	1994-1995	22 770	6 565	29	6 265	300
	1995-1996	22 576	6 485	29	6 181	304
	1996-1997	22 557	6 028	27	5 726	302
	1997-1998	26 405	5 319	20	5 011	308
Manitoba	1993-1994	1 612	586	36	546	40
	1994-1995	2 020	589	29	549	40
	1995-1996	2 021	586	29	539	47
	1996-1997	2 077	581	28	534	47
	1997-1998	2 112	541	26	494	47
Saskatchewan	1993-1994	1 307	220	17	162	58
	1994-1995	1 337	163	12	102	61
	1995-1996	1 355	187	14	126	61
	1996-1997	1 386	175	13	114	61
	1997-1998	1 420	230	16	169	61
Alberta ⁵	1993-1994	5 917	1 388	23	1 370	18
	1994-1995	6 577	1 351	21	1 328	23
	1995-1996	6 840	1 247	18	1 222	25
	1996-1997	7 018	2 001	29	1 977	24
	1997-1998	7 270	1 395	19	1 372	23
Colombie-Britannique	1993-1994	6 328	2 037	32	1 984	53
	1994-1995	8 743	2 083	24	2 000	83
	1995-1996	9 601	1 994	21	1 921	73
	1996-1997	9 923	1 907	19	1 823	84
	1997-1998	8 361	1 743	21	1 662	81

Tableau 8
Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique

Province/territoire et année	Total des membres du Barreau	Avocats qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats de pratique privée qui ont assuré des services d'aide juridique	Avocats salariés	
		Total	Pourcentage	Total	Total	
			%			
Territoires du Nord-Ouest	1993-1994	263	55	21	48	7
	1994-1995	320	60	19	52	8
	1995-1996	329	65	20	56	9
	1996-1997	328	53	16	45	8
	1997-1998	380	64	17	55	9
Territoire du Yukon	1993-1994	174	23	13	23	-
	1994-1995	226	27	12	23	4
	1995-1996	191	25	13	23	2
	1996-1997	189	14	7	10	4
	1997-1998	192	29	15	24	5
Canada	1993-1994	60 443	15 562	26	14 582	981
	1994-1995	65 362	15 897	24	14 929	1 034
	1995-1996	67 978	16 053	24	15 015	1 038
	1996-1997	67 038	15 965	24	14 925	1 040
	1997-1998	70 525	13 922	20	12 907	1 015

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Terre-Neuve** La baisse du nombre d'avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique tient en partie à la mise sur pied d'un bureau de règlement des conflits en 1996. Ce bureau réunit des avocats payés par l'aide juridique, mais il est techniquement distinct des bureaux de l'aide juridique.
- ² **Nouveau-Brunswick** Les données pour 1997-1998 comprennent les avocats actifs de pratique privée, qui ont fourni des services d'aide juridique dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille, à titre d'avocats nommés d'office ou d'avocats suppléants. Outre le total, 168 avocats de pratique privée ont fait fonction de remplaçants en vertu d'un contrat signé avec le Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.
- ³ **Québec** Comprend les avocats et les notaires. Les chiffres pour 1996-1997 ne comprennent pas les avocats non-résidents.
- ⁴ **Ontario** Sont exclus les avocats qui assurent les services d'avocats nommés d'office. Avant 1997-1998, le nombre total d'avocats de pratique privée pour l'Ontario ne comprend pas les avocats travaillant pour des entreprises. Ces avocats sont inclus dans les données de 1997-1998. Les données pour 1993-1994 et 1996-1997 ne comprennent pas les avocats non-résidents. Ces avocats comptent pour moins de 1 % de tous les avocats qui exercent en Ontario.
- ⁵ **Alberta** Depuis le 1^{er} septembre 1994, des avocats salariés (à Calgary et Edmonton) assurent des services d'avocats nommés d'office. Ils offrent également des services aux jeunes.

Tableau 9
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année		Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
		Total	Pourcentage de variation	Total	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Total	Pourcentage de variation	Pourcentage du total
			%		%	%		%	%
Terre-Neuve	1993-1994	14 947	-10	8 359	-9	56	6 588	-12	44
	1994-1995	16 039	7	8 972	7	56	7 067	7	44
	1995-1996	16 485	3	9 276	3	56	7 209	2	44
	1996-1997	18 097	10	10 151	9	56	7 946	10	44
	1997-1998	15 648	-14	9 069	-11	58	6 579	-17	42
Nouvelle-Écosse	1993-1994	25 462	-1	11 985	--	47	13 477	-1	53
	1994-1995	25 025	-2	11 891	-1	48	13 134	-3	52
	1995-1996	23 263	-7	11 491	-3	49	11 772	-10	51
	1996-1997	21 661	-7	11 649	1	54	10 012	-15	46
	1997-1998	20 684	-5	11 499	-1	56	9 185	-8	44
Nouveau-Brunswick ²	1993-1994	2 996	-65	2 808	-27	94	188	-96	6
	1994-1995	2 583	-14	2 389	-15	92	194	3	8
	1995-1996	2 440	-6	2 292	-4	94	148	-24	6
	1996-1997	2 522	3	2 338	2	93	184	24	7
	1997-1998	5 454	116	2 436	4	45	3 018	1 540	55
Québec	1993-1994	329 209	-2	132 374	-4	40	196 835	-	60
	1994-1995	331 240	1	126 635	-4	38	204 605	4	62
	1995-1996	331 043	--	122 469	-3	37	208 574	2	63
	1996-1997	284 537	-14	102 871	-16	36	181 666	-13	64
	1997-1998	261 269	-8	96 917	-6	37	164 352	-10	63
Ontario	1993-1994	525 627	-5	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	487 143	-7	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	386 001	-21	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	307 315	-20	..	..	..	..	..	..
	1997-1998	311 502	1	..	..	..	..	..	..
Manitoba ³	1993-1994	34 436	-1	20 111	-2	58	14 325	--	42
	1994-1995	31 259	-9	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	30 978	-1	17 852	..	58	13 126	..	42
	1996-1997	23 867	-23	12 592	-29	53	11 275	-14	47
	1997-1998	22 308	-7	11 429	-9	51	10 879	-4	49
Saskatchewan	1993-1994	23 516	-2	16 774	-4	71	6 742	1	29
	1994-1995	24 049	2	17 110	2	71	6 939	3	29
	1995-1996	23 186	-4	16 885	-1	73	6 301	-9	27
	1996-1997	23 027	-1	16 560	-2	72	6 467	3	28
	1997-1998	23 618	3	17 662	7	75	5 956	-8	25
Alberta	1993-1994	42 040	-4	30 591	-7	73	11 449	2	27
	1994-1995	36 334	-14	26 599	-13	73	9 735	-15	27
	1995-1996	34 971	-4	25 352	-5	72	9 619	-1	28
	1996-1997	35 659	2	25 076	-1	70	10 583	10	30
	1997-1998	35 713	--	24 802	-1	69	10 911	3	31
Colombie-Britannique ⁴	1993-1994	126 606	1	54 901	--	43	71 705	1	57
	1994-1995	120 916	-4	51 803	-6	43	69 113	-4	57
	1995-1996	122 824	2	55 250	7	45	67 574	-2	55
	1996-1997	103 406	-16	44 974	-19	43	58 432	-14	57
	1997-1998	102 336	-1	41 697	-7	41	60 639	4	59
Territoires du Nord-Ouest ⁵	1993-1994	3 252	-9	2 470	-10	76	782	-5	24
	1994-1995	3 311	2	2 410	-2	73	901	15	27
	1995-1996	2 919	-12	1 990	-17	68	929	3	32
	1996-1997	2 889	-1	1 972	-1	68	917	-1	32
	1997-1998	2 196	-24	1 167	-41	53	1 029	12	47

Tableau 9
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Pourcentage de variation	Total	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Total	Pourcentage de variation	Pourcentage du total
		%		%	%		%	%
Territoire du Yukon ⁶	1993-1994	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	1 467	..	1 117	..	76	..	24
	1996-1997	1 471	--	1 130	1	77	-3	23
	1997-1998	1 176	-20	739	-35	63	437	28	37
Canada	1993-1994	1 128 091	-4	..	..	..	..	..
	1994-1995	1 077 899	-4	..	..	..	..	..
	1995-1996	975 577	-9	..	..	..	..	..
	1996-1997	824 451	-15	..	..	..	..	..
	1997-1998	801 904	-3	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 9 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services relatifs à des affaires relevant de la compétence des provinces/territoires (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 9).

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Terre-Neuve	142	126	260	131	114
Nouvelle-Écosse	224	174	153	105	121
Québec	17 274	14 371	15 181	10 815	8 227
Saskatchewan	71	45	33	16	24
Alberta	204	222	261	195	252
Territoires du Nord-Ouest	..	91	80	52	28

¹ **Demandes** Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent aux tableaux 10 et 12 peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux et territoriaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons : premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit. Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets, à moins d'indication contraire dans les notes. Le compte total des demandes, par contre, est la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées.

Les tableaux 9 et 12 ne contiennent pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.

² **Nouveau-Brunswick** Les chiffres sur les demandes en matière civile pour les années antérieures à 1997-1998 sont incomplets.

Étant donné que le Régime d'aide juridique en matière de droit de la famille administré par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick n'exige pas le dépôt de demandes, le chiffre se rapportant aux demandes d'aide en matière civile pour le Nouveau-Brunswick en 1997-1998 représente le nombre de demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille retenues (ou « acceptées ») par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, en plus des demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille déposées auprès du Régime d'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Il serait bon aussi de tenir compte de ce fait en examinant les données sur le nombre total de demandes.

Le Nouveau-Brunswick offre d'autres mécanismes de règlement des différends pour les conflits entre propriétaires et locataires, et les conflits régis par la législation du travail. Les taux d'approbation dans le cas des affaires civiles ne tiennent pas compte des renvois, qui peuvent être faits à ces autres mécanismes de règlement de différends.

³ **Manitoba** Si le nombre total de demandes en 1996-1997 a diminué de 23 %, c'est parce que des clients ont commencé à recevoir une aide directe d'avocats nommés d'office offrant un service complet dans la salle du tribunal plutôt que dans des bureaux d'aide juridique. La baisse du nombre de demandes traitées dans les bureaux d'aide juridique tient à la baisse générale du nombre de demandes inscrites.

⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.

⁵ **Territoires du Nord-Ouest** Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris.

En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.

⁶ **Territoire du Yukon** À la suite d'un changement apporté au système de gestion de l'information en 1993-1994, le nombre total de demandes n'était pas disponible entre 1993-1994 et 1994-1995. On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Tous les services sont considérés comme des services complets.

Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.

Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées			Affaires criminelles				Affaires civiles				Population '000	
	Total	Pourcentage de variation	Taux pour 1,000 habitants	Total criminelles	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants	Total civiles	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants		
		%			%	%			%	%			
Terre-Neuve ¹	1993-1994	8 989	-12	15	6 323	-3	70	11	2 666	-27	30	5	582.8
	1994-1995	9 568	6	17	6 594	4	69	11	2 974	12	31	5	578.7
	1995-1996	9 969	4	17	7 095	8	71	12	2 874	-3	29	5	573.5
	1996-1997	10 880	9	19	7 823	10	72	14	3 057	6	28	5	567.5
	1997-1998	9 838	-10	18	7 173	-8	73	13	2 665	-13	27	5	559.0
Île-du-Prince-Édouard	1993-1994	1 274	-5	10	1 205	-4	95	9	69	-23	5	1	133.2
	1994-1995	1 254	-2	9	1 165	-3	93	9	89	29	7	1	134.6
	1995-1996	1 103	-12	8	1 028	-12	93	8	75	-16	7	1	135.9
	1996-1997	1 210	10	9	1 134	10	94	8	76	1	6	1	137.0
	1997-1998	1 274	5	9	1 193	5	94	9	81	7	6	1	137.2
Nouvelle-Écosse	1993-1994	19 411	-3	21	10 041	-1	52	11	9 370	-6	48	10	931.5
	1994-1995	19 484	--	21	10 160	1	52	11	9 324	--	48	10	935.0
	1995-1996	18 067	-7	19	9 729	-4	54	10	8 338	-11	46	9	939.1
	1996-1997	16 529	-9	18	9 737	--	59	10	6 792	-19	41	7	943.8
	1997-1998	15 744	-5	17	9 718	--	62	10	6 026	-11	38	6	946.8
Nouveau-Brunswick ²	1993-1994	2 215	-31	3	2 125	-5	96	3	90	-91	4	--	755.1
	1994-1995	1 576	-29	2	1 444	-32	92	2	132	47	8	--	757.4
	1995-1996	1 550	-2	2	1 433	-1	92	2	117	-11	8	--	759.0
	1996-1997	1 629	5	2	1 487	4	91	2	142	21	9	--	760.9
	1997-1998	3 932	141	5	1 400	-6	36	2	2 532	1 683	64	3	760.9
Québec ³	1993-1994	299 273	-1	41	125 487	-3	42	17	173 786	1	58	24	7 257.8
	1994-1995	302 184	1	41	119 723	-5	40	16	182 461	5	60	25	7 312.3
	1995-1996	302 155	--	41	115 812	-3	38	16	186 343	2	62	25	7 364.9
	1996-1997	240 178 ^f	-21 ^f	32	85 651 ^f	-26 ^f	36	12	154 527 ^f	-17	64	21	7 408.7
	1997-1998	214 254	-11	29	77 071	-10	36	10	137 183	-11	64	18	7 438.6
Ontario	1993-1994	252 110	-6	23	107 442	-7	43	10	144 668	-5	57	13	10 852.7
	1994-1995	219 516	-13	20	91 235	-15	42	8	128 281	-11	58	12	11 013.6
	1995-1996	172 655	-21	15	73 464	-19	43	7	99 191	-23	57	9	11 172.5
	1996-1997	111 889	-35	10	51 347	-30	46	5	60 542	-39	54	5	11 316.1
	1997-1998	115 620	3	10	54 890	7	47	5	60 730	--	53	5	11 473.8
Manitoba	1993-1994	25 820	-1	23	15 065	-1	58	13	10 755	-1	42	10	1 121.5
	1994-1995	22 687	-12	20	12 477	-17	55	11	10 210	-5	45	9	1 127.4
	1995-1996	22 464	-1	20	12 583	1	56	11	9 881	-3	44	9	1 132.7
	1996-1997	18 349	-18	16	9 283	-26	51	8	9 066	-8	49	8	1 138.7
	1997-1998	17 009	-7	15	7 959	-14	47	7	9 050	--	53	8	1 141.6
Saskatchewan	1993-1994	22 297	-3	22	16 013	-4	72	16	6 284	1	28	6	1 007.6
	1994-1995	22 668	2	22	16 184	1	71	16	6 484	3	29	6	1 010.5
	1995-1996	21 651	-4	21	15 832	-2	73	16	5 819	-10	27	6	1 014.0
	1996-1997	21 484 ^f	-1	21	15 515 ^f	-2	72	15	5 969 ^f	--	28	6	1 019.4
	1997-1998	21 980	2	22	16 550	7	75	16	5 430	-9	25	5	1 021.5
Alberta	1993-1994	33 644	-9	13	25 606	-8	76	10	8 038	-11	24	3	2 687.5
	1994-1995	28 367	-16	10	21 964	-14	77	8	6 403	-20	23	2	2 719.3
	1995-1996	26 915	-5	10	20 463	-7	76	7	6 452	1	24	2	2 756.4
	1996-1997	28 014	4	10	20 853	2	74	7	7 161	11	26	3	2 799.4
	1997-1998	28 316	1	10	20 646	-1	73	7	7 670	7	27	3	2 859.8
Colombie-Britannique ⁴	1993-1994	72 570	-2	20	42 055	-4	58	12	30 515	2	42	8	3 590.2
	1994-1995	70 158	-3	19	35 835	-15	51	10	34 323	12	49	9	3 694.1
	1995-1996	61 881	-12	16	--	--	--	--	--	--	--	--	3 781.0
	1996-1997	56 018	-9	14	31 226	--	56	8	24 792	--	44	6	3 869.7
	1997-1998	51 871	-7	13	28 702	-8	55	7	23 169	-7	45	6	3 940.3
Territoires du Nord-Ouest ⁵	1993-1994	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	63.9
	1994-1995	2 584	--	40	2 042	--	79	31	542	--	21	8	65.2
	1995-1996	2 854	10	43	2 368	16	83	36	486	-10	17	7	66.2
	1996-1997	2 007	-30	30	1 595	-33	79	24	412	-15	21	6	66.9
	1997-1998	1 321	-34	20	870	-45	66	13	451	9	34	7	67.4
Territoire du Yukon ⁶	1993-1994	1 493	-2	49	1 117	4	75	37	376	-15	25	12	30.2
	1994-1995	1 255	-16	42	973	-13	78	33	282	-25	22	9	29.7
	1995-1996	1 478	18	48	1 164	20	79	38	314	11	21	10	30.9
	1996-1997	1 372	-7	44	1 079	-7	79	34	293	-7	21	9	31.5
	1997-1998	1 045	-24	33	693	-36	66	22	352	20	34	11	31.4

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées			Affaires criminelles				Affaires civiles					
	Total	Pourcentage de variation	Taux pour 1 000 habitants	Total criminelles	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants	Total civiles	Pourcentage de variation	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants	Population	
		%			%	%			%	%		'000	
Canada ⁷	1993-1994	739 096	-4	25	352 479	-5	48	12	386 617	-2	52	13	29 013.8
	1994-1995	701 301	-5	24	319 796	-9	46	11	381 505	-1	54	13	29 377.7
	1995-1996	642 742	-8	22	..	..	..	..	..	..	..	..	29 726.2
	1996-1997	509 559 ^f	-21	17	236 730 ^f	..	46	8	272 829 ^f	..	54	9	30 059.5
	1997-1998	482 204	-5	16	226 865	-4	47	7	255 339	-6	53	8	30 378.4

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 10 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services sommaires qui ont été approuvées (non incluses dans le tableau 10).

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Nouvelle-Écosse	3 356	2 599	2 243	2 352	2 228
Nouveau-Brunswick	..	..	..	..	9 875
Ontario	223 059	207 300	184 609	159 590	167 538
Manitoba	19 997	20 990	20 188	21 917	19 421
Saskatchewan	7 345	8 726	7 769	7 061	6 483
Colombie-Britannique	..	..	41 495	26 639	26 269

- ¹ **Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- ² **Nouveau-Brunswick** Les chiffres des demandes en matière civile (total et nombre de demandes approuvées) pour les exercices antérieurs à 1997-1998 sont incomplets. Les chiffres sur le nombre de demandes présentées depuis 1993-1994 ne comprennent pas les cas visés par le Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.
- ³ **Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- ⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- ⁵ **Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.
- ⁶ **Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.
- ⁷ **Canada** En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.

Tableau 11
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année		Total				Total				Total						
		Total des demandes approuvées				Affaires criminelles				Affaires civiles						
		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Avocats salariés		Avocats de pratique privée				
		Numéro	Pourcentage du total	Numéro	Pourcentage du total	Numéro	Pourcentage des affaires criminelles approuvées	Numéro	Pourcentage des affaires criminelles approuvées	Numéro	Pourcentage des affaires civiles approuvées	Numéro	Pourcentage des affaires civiles approuvées			
Terre-Neuve ¹	1993-1994	8 989	..	..	..	6 323	..	..	..	2 666	..	..	..
	1994-1995	9 568	..	..	..	6 594	..	..	..	2 974	..	..	..
	1995-1996	9 969	..	..	..	7 095	..	..	..	2 874	..	..	..
	1996-1997	10 880	..	..	..	7 823	..	..	..	3 057	..	..	..
	1997-1998	9 838	..	..	..	7 173	..	..	..	2 665	..	..	..
Ile-du-Prince-Édouard ²	1993-1994	1 274	1 157 ^e	91 ^e	117 ^e	9 ^e	1 205	1 097 ^e	91 ^e	108 ^e	9 ^e	69	60	87	9	13
	1994-1995	1 254	1 146 ^e	91 ^e	108 ^e	9 ^e	1 165	1 078 ^e	93 ^e	87 ^e	7 ^e	89	68	76	21	24
	1995-1996	1 103	1 016 ^e	92 ^e	87 ^e	8 ^e	1 028	954 ^e	93 ^e	74 ^e	7 ^e	75	62	83	13	17
	1996-1997	1 210	991 ^e	82 ^e	219 ^e	18 ^e	1 134	940 ^e	83 ^e	194 ^e	17 ^e	76	51	67	25	33
	1997-1998	1 274	1 127 ^e	88 ^e	147 ^e	12 ^e	1 193	1 077 ^e	90 ^e	116 ^e	10 ^e	81	50	62	31	38
Nouvelle-Écosse	1993-1994	19 411	16 332	84	3 079	16	10 041	9 013	90	1 028	10	9 370	7 319	78	2 051	22
	1994-1995	19 484	15 899	82	3 585	18	10 160	8 988	88	1 172	12	9 324	6 911	74	2 413	26
	1995-1996	18 067	15 059	83	3 008	17	9 729	8 805	91	924	9	8 338	6 254	75	2 084	25
	1996-1997	16 529	14 129	85	2 400	15	9 737	8 932	92	805	8	6 792	5 197	77	1 595	23
	1997-1998	15 744	13 501	86	2 243	14	9 718	8 904	92	814	8	6 026	4 597	76	1 429	24
Nouveau-Brunswick ³	1993-1994	2 215	...	...	2 215	100	2 125	...	...	2 125	100	90	...	...	90	100
	1994-1995	1 576	...	...	1 576	100	1 444	...	...	1 444	100	132	...	...	132	100
	1995-1996	1 550	...	...	1 550	100	1 433	...	...	1 433	100	117	...	...	117	100
	1996-1997	1 629	...	...	1 629	100	1 487	...	...	1 487	100	142	...	...	142	100
	1997-1998	3 932	1 183	30	2 749	70	1 400	...	...	1 400	100	2 532	1 183	47	1 349	53
Québec	1993-1994	299 273	156 836	52	142 437	48	125 487	59 930	48	65 557	52	173 786	96 906	56	76 880	44
	1994-1995	302 184	157 244	52	144 940	48	119 723	55 980	47	63 743	53	182 461	101 264	55	81 197	45
	1995-1996	302 155	157 588	52	144 567	48	115 812	54 142	47	61 670	53	186 343	103 446	56	82 897	44
	1996-1997	240 178 ^f	127 969 ^f	53	112 209 ^f	47	85 651 ^f	39 684 ^f	46	45 967 ^f	54	154 527 ^f	88 285 ^f	57	66 242 ^f	43
	1997-1998	214 254	105 836	49	108 418	51	77 071	29 325	38	47 746	62	137 183	76 511	56	60 672	44
Ontario	1993-1994	252 110	37 924	15	214 186	85	107 442	...	...	107 442	100	144 668	37 924	26	106 744	74
	1994-1995	219 516	36 056	16	183 460	84	91 235	...	...	91 235	100	128 281	36 056	28	92 225	72
	1995-1996	172 655	37 473	22	135 182	78	73 464	...	...	73 464	100	99 191	37 473	38	61 718	62
	1996-1997	111 889	37 097	33	74 792	67	51 347	...	...	51 347	100	60 542	37 097	61	23 445	39
	1997-1998	115 620	32 409	28	83 211	72	54 890	...	...	54 890	100	60 730	32 409	53	28 321	47
Manitoba	1993-1994	25 820	7 668	30	18 152	70	15 065	4 722	31	10 343	69	10 755	2 944	27	7 809	73
	1994-1995	22 687	6 979	31	15 708	69	12 477	3 975	32	8 502	68	10 210	3 004	29	7 206	71
	1995-1996	22 464	6 907	31	15 557	69	12 583	3 848	31	8 735	69	9 881	3 059	31	6 822	69
	1996-1997	18 349	5 253	29	13 096	71	9 283	2 086	22	7 197	78	9 066	3 167	35	5 899	65
	1997-1998	17 009	4 664	27	12 345	73	7 959	1 550	19	6 409	81	9 050	3 114	34	5 936	66
Saskatchewan	1993-1994	22 297	21 905	98	392	2	16 013	15 709	98	304	2	6 284	6 196	99	88	1
	1994-1995	22 668	22 336	99	332	1	16 184	15 958	99	226	1	6 484	6 378	98	106	2
	1995-1996	21 651	21 310	98	341	2	15 832	15 590	98	242	2	5 819	5 720	98	99	2
	1996-1997	21 484 ^f	21 047 ^f	98	437	2	15 515 ^f	15 234 ^f	98	281	2	5 969 ^f	5 813 ^f	97	156	3
	1997-1998	21 980	20 789	95	1 191	5	16 550	16 247	98	303	2	5 430	4 542	84	888	16
Alberta	1993-1994	33 644	1 694	5	31 950	95	25 606	1 418	6	24 188	94	8 038	276	3	7 762	97
	1994-1995	28 367	3 138	11	25 229	89	21 964	2 965	13	18 999	87	6 403	173	3	6 230	97
	1995-1996	26 915	2 717	10	24 198	90	20 463	2 584	13	17 879	87	6 452	133	2	6 319	98
	1996-1997	28 014	2 846	10	25 168	90	20 853	2 731	13	18 122	87	7 161	115	2	7 046	98
	1997-1998	28 316	2 915	10	25 401	90	20 646	2 845	14	17 801	86	7 670	70	1	7 600	99
Colombie-Britannique ⁴	1993-1994	72 570	10 535	15	62 035	85	42 055	2 178	5	39 877	95	30 515	8 357	27	22 158	73
	1994-1995	70 158	22 629	32	47 529	68	35 835	8 014	22	27 821	78	34 323	14 615	43	19 708	57
	1995-1996	61 881	12 967	21	48 914	79	...	...	...	30 203	...	...	...	...	18 711	...
	1996-1997	56 018	12 939	23	43 079	77	31 226	5 251	17	25 975	83	24 792	7 688	31	17 104	69
	1997-1998	51 871	13 311	26	38 560	74	28 702	4 623	16	24 079	84	23 169	8 688	37	14 481	63
Territoires du Nord-Ouest ⁵	1993-1994	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	2 584	634	25	1 950	75	2 042	625	31	1 417	69	542	9	2	533	98
	1995-1996	2 854	566	20	2 288	80	2 368	547	23	1 821	77	486	19	4	467	96
	1996-1997	2 007	433	22	1 574	78	1 595	430	27	1 165	73	412	3	1	409	99
	1997-1998	1 321	241	18	1 080	82	870	234	27	636	73	451	7	2	444	98
Territoire du Yukon ⁶	1993-1994	1 493	...	...	1 493	100	1 117	...	...	1 117	100	376	...	...	376	100
	1994-1995	1 255	470	37	785	63	973	379	39	594	61	282	91	32	191	68
	1995-1996	1 478	627	42	851	58	1 164	567	49	597	51	314	60	19	254	81
	1996-1997	1 372	828	60	544	40	1 079	698	65	381	35	293	130	44	163	56
	1997-1998	1 045	702	67	343	33	693	504	73	189	27	352	198	56	154	44

Tableau 11
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total	Total des demandes approuvées				Total	Affaires criminelles				Total	Affaires civiles			
		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			Avocats salariés		Avocats de pratique privée			Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		Numéro	Pourcentage du total	Numéro	Pourcentage du total				Pourcentage des affaires criminelles approuvées	Pourcentage des affaires criminelles approuvées		Numéro	Pourcentage des affaires civiles approuvées	Numéro	Pourcentage des affaires civiles approuvées
			%		%				%	%			%		%
Canada	1993-1994	739 096	..	..	..	352 479	..	..	..	386 617	..	..	..	..
	1994-1995	701 301	..	..	..	319 796	..	..	..	381 505	..	..	..	..
	1995-1996	642 742	..	..	..	260 971	..	..	..	319 890	..	..	..	..
	1996-1997	509 559 [†]	236 730 [†]	272 829 [†]	
	1997-1998	482 204	..	..	..	226 865	..	..	..	255 339	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données relatives au tableau 11 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes approuvées en faveur de jeunes personnes (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 11).

	1993-1994		1994-1995		1995-1996		1996-1997		1997-1998	
	Avocats salariés	Avocats de pratique privée								
Île-du-Prince-Édouard	336	-	296	-	267	-	248	-	251	20
Nouvelle-Écosse	1 985	197	2 311	346	2 473	284	2 226	173	2 056	181
Québec	7 899	4 207	7 276	4 880	7 814	4 967	6 917	4 967	6 564	6 368
Manitoba	1 426	2 029	1 471	1 760	1 510	1 668	521	1 289	267	1 219
Saskatchewan	3 588	35	3 937	24	3 979	42	3 842	56	4 330	61
Alberta	-	6 733	-	4 391	-	3 898	2 731	4 117	2 845	3 844
Yukon	-	215	-	147	-	158	-	62	147	31

- ¹ **Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- ² **Île-du-Prince-Édouard** On a procédé à des estimations du nombre de demandes approuvées par des avocats salariés et des avocats de pratique privée. Les estimations sont fondées sur la proportion d'affaires criminelles et civiles dont se sont occupés des avocats salariés et des avocats de pratique privées. Les pourcentages ont été arrondis aux fins de présentation.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres des demandes en matière civile pour les exercices antérieurs à 1997-1998 sont incomplets.
- ⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- ⁵ **Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.
- ⁶ **Territoire du Yukon** Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, raisons

Province/territoire et année	Total	Total des demandes rejetées					Total	Inadmissibilité financière					Total	Autres raisons				
		Affaires criminelles		Affaires civiles				Affaires criminelles		Affaires civiles				Affaires criminelles		Affaires civiles		
		No.	No.	%	No.	%		No.	No.	%	No.	%		No.	No.	%	No.	%
Terre-Neuve ²	1993-1994	5 958	2 036	34	3 922	66	943	450	48	493	52	5 015	1 586	32	3 429	68		
	1994-1995	6 471	2 378	37	4 093	63	896	406	45	490	55	5 575	1 972	35	3 603	65		
	1995-1996	6 516	2 181	33	4 335	67	767	347	45	420	55	5 749	1 834	32	3 915	68		
	1996-1997	7 217	2 328	32	4 889	68	917	386	42	531	58	6 300	1 942	31	4 358	69		
	1997-1998	5 810	1 896	33	3 914	67	800	289	36	511	64	5 010	1 607	32	3 403	68		
Nouvelle-Écosse	1993-1994	2 695	1 019	38	1 676	62	1 406	413	29	993	71	1 289	606	47	683	53		
	1994-1995	2 674	867	32	1 807	68	1 352	352	26	1 000	74	1 322	515	39	807	61		
	1995-1996	2 576	842	33	1 734	67	1 223	274	22	949	78	1 353	568	42	785	58		
	1996-1997	2 375	898	38	1 477	62	971	274	28	697	72	1 404	624	44	780	56		
	1997-1998	2 312	877	38	1 435	62	961	315	33	646	67	1 351	562	42	789	58		
Nouveau-Brunswick ³	1993-1994	978	905	93	73	7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	1 007	945	94	62	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	890	859	97	31	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	893	851	95	42	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1997-1998	784	784	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Québec ⁴	1993-1994	29 936	6 887	23	23 049	77	21 459	5 126	24	16 333	76	8 477	1 761	21	6 716	79		
	1994-1995	29 056	6 912	24	22 144	76	19 793	4 651	23	15 142	77	9 263	2 261	24	7 002	76		
	1995-1996	28 888	6 657	23	22 231	77	20 269	4 686	23	15 583	77	8 619	1 971	23	6 648	77		
	1996-1997	42 859	16 095	38	26 764	62	18 346	4 328	24	14 018	76	24 513	11 767	48	12 746	52		
	1997-1998	43 324	17 009	39	26 315	61	18 541	7 048	38	11 493	62	24 783	9 961	40	14 822	60		
Ontario ⁵	1993-1994	50 458	22 211	44	28 247	56	8 255	2 757	33	5 498	67	42 203	19 454	46	22 749	54		
	1994-1995	60 327	29 570	49	30 757	51	7 728	2 616	34	5 112	66	52 599	26 954	51	25 645	49		
	1995-1996	54 111	27 745	51	26 366	49	7 047	2 560	36	4 487	64	47 064	25 185	54	21 879	46		
	1996-1997	35 836	20 995	59	14 841	41	3 463	2 153	62	1 310	38	32 373	18 842	58	13 531	42		
	1997-1998	28 911	18 971	66	9 940	34	5 387	3 535	66	1 852	34	23 524	15 436	66	8 088	34		
Manitoba	1993-1994	8 616	5 027	58	3 589	42	1 081	568	53	513	47	7 535	4 459	59	3 076	41		
	1994-1995	8 263	4 655	56	3 608	44	965	466	48	499	52	7 298	4 189	57	3 109	43		
	1995-1996	5 565	3 007	54	2 558	46	846	406	48	440	52	4 719	2 601	55	2 118	45		
	1996-1997	3 077	1 397	45	1 680	55	480	176	37	304	63	2 597	1 221	47	1 376	53		
	1997-1998	3 061	1 292	42	1 769	58	307	83	27	224	73	2 754	1 209	44	1 545	56		
Saskatchewan	1993-1994	1 219	761	62	458	38	870	535	61	335	39	349	226	65	123	35		
	1994-1995	1 381	926	67	455	33	960	671	70	289	30	421	255	61	166	39		
	1995-1996	1 535	1 053	69	482	31	1 045	723	69	322	31	490	330	67	160	33		
	1996-1997	1 543	1 045	68	498	32	1 112	769	69	343	31	431	276	64	155	36		
	1997-1998	1 638	1 112	68	526	32	1 192	848	71	344	29	446	264	59	182	41		
Alberta	1993-1994	8 659	5 244	61	3 415	39	3 866	2 639	68	1 227	32	4 793	2 605	54	2 188	46		
	1994-1995	7 967	4 635	58	3 332	42	3 234	2 133	66	1 101	34	4 733	2 502	53	2 231	47		
	1995-1996	8 067	4 900	61	3 167	39	2 758	1 786	65	972	35	5 309	3 114	59	2 195	41		
	1996-1997	7 645	4 223	55	3 422	45	3 200	2 024	63	1 176	37	4 445	2 199	49	2 246	51		
	1997-1998	7 397	4 156	56	3 241	44	3 141	1 937	62	1 204	38	4 256	2 219	52	2 037	48		
Colombie-Britannique ⁶	1993-1994	54 036	12 846	24	41 190	76	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	50 758	15 968	31	34 790	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	60 826	18 695	31	42 131	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	47 252	13 603	29	33 649	71	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1997-1998	32 411	12 995	40	19 416	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest	1993-1994	481	283	59	198	41	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	641	339	53	302	47	128	43	34	85	66	513	296	58	217	42		
	1995-1996	877	481	55	396	45	107	40	37	67	63	770	441	57	329	43		
	1996-1997	776	321	41	455	59	113	51	45	62	55	663	270	41	393	59		
	1997-1998	674	..	..	..	..	100	32	32	68	68	573	..	..	..	..
Territoire du Yukon ⁷	1993-1994	234	122	52	112	48	159	75	47	84	53	75	47	63	28	37		
	1994-1995	158	94	59	64	41	105	60	57	45	43	53	34	64	19	36		
	1995-1996	172	81	47	91	53	117	54	46	63	54	55	27	49	28	51		
	1996-1997	125	53	42	72	58	69	34	49	35	51	56	19	34	37	66		
	1997-1998	130	45	35	85	65	71	29	41	42	59	59	16	27	43	73		

Tableau 12
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, raisons

Province/territoire et année	Total	Total des demandes rejetées				Total	Inadmissibilité financière					Total	Autres raisons			
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles				Affaires criminelles		Affaires civiles	
	No.	No.	%	No.	%	No.	No.	%	No.	%	No.	No.	%	No.	%	
Canada ⁸	1993-1994	163 270	57 341	35	105 929	65	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	168 703	67 289	40	101 414	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	170 023	66 501	39	103 522	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	149 598	61 809	41	87 789	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1997-1998	126 452	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Demandes rejetées** La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte des personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande. Le tableau 12 ne contient pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard. Dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.
- ² **Terre-Neuve** Les demandes de services sommaires sont incluses.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires relatifs à des affaires civiles. Les chiffres ne comprennent pas les demandes présentées au Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.
- ⁴ **Québec** L'augmentation du nombre de demandes refusées en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont reserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- ⁵ **Ontario** Les données sur les centres de consultation communautaires son exclues. Ces centres traitent les affaires civiles ainsi que les affaires criminelles relatives aux adultes et jeunes personnes.
- ⁶ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- ⁷ **Territoire du Yukon** Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.
- ⁸ **Canada** Les totaux partiels pour les affaires criminelles et civiles ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard pour toutes les années.

Tableau 13
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année		Total			Affaires criminelles		Affaires civiles	
		No.	No.	%	No.	%		
Terre-Neuve	1993-1994	3 586	3 575	100	11	--		
	1994-1995	4 304	4 294	100	10	--		
	1995-1996	4 858	4 855	100	3	--		
	1996-1997	4 652	4 646	100	6	--		
	1997-1998	3 983	3 980	100	3	--		
Nouvelle-Écosse	1995-1996	287	285	99	2	1		
	1996-1997	311	301	97	10	3		
	1997-1998	141	134	95	7	5		
Nouveau-Brunswick ¹	1993-1994	19 094	17 543	92	1 551	8		
	1994-1995	17 970	16 486	92	1 484	8		
	1995-1996	17 018	15 386	90	1 632	10		
	1996-1997	17 016	15 818	93	1 198	7		
	1997-1998	17 059	15 809	93	1 250	7		
Ontario ²	1993-1994	395 686	324 136	82	71 550	18		
	1994-1995	455 455	368 904	81	86 551	19		
	1995-1996	493 798	408 749	83	85 049	17		
	1996-1997	579 500	487 230	84	92 270	16		
	1997-1998	581 028	491 974	85	89 054	15		
Manitoba	1993-1994	30 452	..	..	..	..
	1994-1995	35 483	..	..	..	..
	1995-1996	34 468	..	..	..	..
	1996-1997	43 506	..	..	..	..
	1997-1998	45 182	..	..	..	..
Saskatchewan ³	1993-1994	5 514	5 235	95	279	5		
	1994-1995	7 158	6 768	95	390	5		
	1995-1996	7 818	7 458	95	360	5		
	1996-1997	7 999	7 694	96	305	4		
	1997-1998	8 671	8 340	96	331	4		
Alberta ⁴	1993-1994	49 729	49 376	99	353	1		
	1994-1995	48 396	48 027	99	369	1		
	1995-1996	49 738	49 433	99	305	1		
	1996-1997	47 496	47 227	99	269	1		
	1997-1998	54 692	54 410	99	282	1		
Colombie-Britannique ⁵	1993-1994	59 657	54 081	91	5 576	9		
	1994-1995	..	..	..	..	..
	1995-1996	70 989	60 478	85	10 511	15		
	1996-1997	75 114	..	..	..	..
	1997-1998	75 499	..	..	..	..
Territoire du Yukon ⁶	1993-1994	208	156	75	52	25		
	1994-1995	208	156	75	52	25		
	1995-1996	379	327	86	52	14		
	1996-1997	..	..	..	..	..
	1997-1998	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Île-du-Prince-Édouard Depuis 1991, il n'existe plus de système de consultation tel que défini par la Cour suprême du Canada dans la cause *Brydges*. Les services d'avocats salariés sont fournis durant les heures normales de travail. Les avocats salariés peuvent à leur discrétion répondre aux appels après les heures, mais ils ne sont pas payés. Des services d'avocat peuvent être fournis à un tribunal, mais seulement aux personnes financièrement admissibles. Les services fournis à un tribunal sont comptés comme des demandes de services complets, même s'ils sont tous assurés le jour du dépôt de la demande (c.-à-d. lorsque la cause se termine par un plaidoyer, l'imposition d'une peine ou une autre décision, à la suite d'une seule comparution).

Québec Les données pour le Québec ne sont pas disponibles.

Territoires du Nord-Ouest Les avocats nommés d'office et les avocats des tribunaux itinérants ont rendu des services aux demandeurs approuvés de services complets qui sont dénombrés dans les tableaux 9, 10 et 11, ainsi que d'autres demandeurs comparissant en cour. Aucun dossier n'est conservé toutefois sur ces autres demandeurs.

¹ **Nouveau-Brunswick** Toutes les personnes qui reçoivent une aide sont comptées. En raison des problèmes de collecte de données en 1995-1996, le nombre d'avocats affectés aux affaires civiles est sous-estimé. En 1997-1998 et 1996-1997, les services d'avocat nommé d'office en matière civile comprennent les services fournis à des clients dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.

² **Ontario** Des services d'avocats nommés d'office en matière civile sont offerts dans les tribunaux de la famille. Les services d'avocats nommés d'office sont offerts dans les tribunaux provinciaux mais ne sont pas offerts dans les tribunaux itinérants. Les chiffres des services d'avocats nommés d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années.

³ **Saskatchewan** Ne comprend pas les causes entendues par les tribunaux itinérants, lesquelles sont prises en compte dans les demandes de services complets assignées aux avocats salariés. Après les heures de bureau, les services d'aide juridique sont fournis par des avocats de pratique privée.

⁴ **Alberta** Comprend les services rendus pour les comités de révision en santé mentale.

⁵ **Colombie-Britannique** Les formules de déclaration remplies par les avocats nommés d'office ne permettent pas de faire une distinction nette entre les services en matière civile et les services en matière criminelle, ni entre les services en matière criminelle fournis à des adultes et ceux qui le sont à des adolescents.

⁶ **Territoire du Yukon** Avant 1996-1997, les chiffres représentent le nombre de jours de travail des avocats nommés d'office à Whitehorse seulement. Les jours d'audience des tribunaux itinérants ayant siégé en dehors de Whitehorse ne sont pas inclus. En 1997-1998 et 1996-1997, les services d'avocats nommés d'office étaient disponibles tous les jours au cours desquels le tribunal siégeait à Whitehorse. Les avocats nommés d'office ont fourni des services liés aux audiences à comparution justificative en 445 occasions en 1997-1998 et en 508 occasions en 1996-1997.

Tableau 14
Appels¹ approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total	Total des appels				Total	Approuvés				Total	Refusés				
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles		
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%	
Québec	1994-1995	5 112	562	11	4 550	89	4 521	381	8	4 140	92	591	181	31	410	69
	1995-1996	6 468	670	10	5 798	90	5 746	453	8	5 293	92	722	217	30	505	70
	1996-1997	1 678	684	41	994	59	901	418	46	483	54	777	266	34	511	66
	1997-1998	1 502	577	38	925	62	941	374	40	567	60	561	203	36	358	64
Ontario	1993-1994	4 585	..	..	..	..	3 324	..	..	..	..	1 261	..	..	..	..
	1994-1995	3 783	..	..	..	..	2 729	..	..	..	..	1 054	..	..	..	..
	1995-1996	2 836	..	..	..	..	1 633	..	..	..	..	1 203	..	..	..	..
	1996-1997	1 706	..	..	..	..	541	..	..	..	..	1 165	..	..	..	..
	1997-1998	1 764	1 157	66	607	34	723	474	66	249	34	1 041	683	66	358	34
Saskatchewan	1993-1994	15	15	100	..	..	13	13	100	..	..	2	2	100	..	..
	1994-1995	31	31	100	..	..	31	31	100	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	31	31	100	..	..	29	29	100	..	..	2	2	100	..	..
	1996-1997	31	31	100	..	..	25	25	100	..	..	6	6	100	-	-
	1997-1998	19	16	84	3	16	19	16	84	3	16	-	-	-	-	-
Alberta	1993-1994	1 231	1 034	84	197	16	888	691	78	197	22	343	343	100	-	-
	1994-1995	1 073	816	76	257	24	725	551	76	174	24	348	265	76	83	24
	1995-1996	918	693	75	225	25	576	427	74	149	26	342	266	78	76	22
	1996-1997	857	692	81	165	19	617	454	74	163	26	240	238	99	2	1
	1997-1998	860	687	80	173	20	554	381	69	173	31	306	306	100	-	-
Colombie-Britannique ²	1993-1994	1 951	985	50	966	50	1 136	541	48	595	52	815	444	54	371	46
	1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	1 845	884	48	961	52	828	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	1 734	796	46	938	54	1 020	368	36	652	64	739	428	58	311	42
	1997-1998	1 836	898	49	938	51	1 041	418	40	623	60	795	480	60	315	40
Territoires du Nord-Ouest	1993-1994	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	89	86	97	3	3	55	54	98	1	2	34	32	94	2	6
	1995-1996	46	46	100	-	-	..	..	..	-	-	..	..	..	..	..
	1996-1997	89	89	100	-	-	58	58	100	-	-	31	31	100	-	-
	1997-1998	53	53	100	-	-	29	29	100	-	-	24	24	100	-	-
Territoire du Yukon	1993-1994	20	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	25	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	16	14	88	2	13	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	7	5	71	2	29	6	5	83	1	17	1	-	-	1	100
	1997-1998	21	15	71	6	29	15	12	80	3	20	6	3	50	3	50

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Terre-Neuve Six demandes d'aide en vue du dépôt d'un appel ont été présentées en 1997-1998. On ne dispose pas de données sur les demandes qui ont été approuvées et sur celles qui ont été rejetées.

Île-du-Prince-Édouard Seules les données sur les appels approuvés sont conservées :

1993-1994 20
1994-1995 16
1995-1996 8
1996-1997 12
1997-1998 5

Nouvelle-Écosse Depuis 1996-1997, la Nouvelle-Écosse exige des avocats qu'ils tiennent des dossiers sur les demandes d'aide juridique relatives à des appels qui ont été approuvés. Aucun dossier n'est conservé sur les demandes rejetées. En 1997-1998, la fourniture de services a été approuvée pour 29 demandes en matière criminelle et 13 demandes en matière civile. En 1996-1997, les chiffres correspondants des demandes approuvées étaient de 21 en matière criminelle et de 9 en matière civile.

Nouveau-Brunswick En 1993-1994, 22 appels ont été approuvés.

Manitoba Seuls les chiffres des demandes d'aide visant un appel en matière criminelle et en matière civile qui ont été approuvés sont conservés.

	Total	Criminelle	Civile
1993-1994	267	192	75
1994-1995	242	172	70
1995-1996	212	148	64
1996-1997	229	177	52
1997-1998	216	169	47

¹ **Appels** Par appel, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

² **Colombie-Britannique** Les appels rejetés en matière civile comprennent les affaires où des services sommaires ont été rendus.

Tableau 15
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(À/Au)	Province/territoire et année	(De)													
		Total	T. N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Q.C.	ONT.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.-N.	Yn.	Extérieur du Canada
Terre-Neuve	1993-1994	4	...	-	-	1	-	2	-	-	1	-	-	-	-
	1994-1995	4	...	-	-	1	-	2	-	-	1	-	-	-	
	1995-1996	7	...	-	-	2	-	3	-	-	2	-	-	-	
	1996-1997	4	...	-	-	1	-	2	-	-	1	-	-	-	
	1997-1998	5	...	-	-	1	-	2	1	-	1	-	-	-	
Île-du-Prince-Édouard	1993-1994	3	1	...	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	
	1994-1995	13	-	...	4	1	1	4	-	-	-	3	-	-	
	1995-1996	5	1	...	-	1	2	-	-	1	-	-	-	-	
	1996-1997	5	-	...	-	1	-	-	-	1	1	2	-	-	
	1997-1998	6	1	...	4	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
Nouvelle-Écosse	1993-1994	150	12	-	...	4	10	77	9	2	14	21	1	-	
	1994-1995	131	10	1	...	3	2	74	2	2	12	24	-	-	
	1995-1996	116	15	1	...	13	7	44	3	1	9	22	-	-	
	1996-1997	93	8	1	...	8	11	24	2	1	11	25	1	1	
	1997-1998	60	5	3	...	7	6	17	2	1	11	8	-	-	
Nouveau-Brunswick ¹	1993-1994	1	-	-	-	...	1	-	-	-	-	-	-	-	
	1994-1995	5	-	-	3	...	1	-	-	-	-	1	-	-	
	1995-1996	1	-	-	-	...	1	-	-	-	-	-	-	-	
	1996-1997	31	2	-	5	...	9	6	-	-	3	6	-	-	
	1997-1998	35	1	-	9	...	5	11	2	3	3	1	-	-	
Québec	1993-1994	340	2	-	2	6	...	286	5	1	13	25	-	-	
	1994-1995	334	1	-	5	14	...	258	2	1	6	47	-	-	
	1995-1996	330	3	2	8	11	...	256	4	2	8	35	-	1	
	1996-1997	149	-	-	8	6	...	90	6	-	6	33	-	-	
	1997-1998	124	5	-	9	12	...	65	4	1	6	21	-	-	
Ontario	1993-1994	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1997-1998	206	8	1	21	6	42	...	24	5	33	51	1	-	
Manitoba	1993-1994	265	-	-	3	2	6	78	...	46	59	68	1	1	
	1994-1995	227	-	-	3	1	6	66	...	33	40	72	3	1	
	1995-1996	223	2	1	5	1	3	56	...	38	42	68	4	-	
	1996-1997	137	2	-	-	-	3	26	...	23	28	54	1	-	
	1997-1998	84	-	-	-	1	1	13	...	23	28	18	-	-	
Saskatchewan	1993-1994	128	-	-	2	-	-	1	21	...	53	51	-	-	
	1994-1995	136	2	-	-	-	-	13	22	...	47	51	1	-	
	1995-1996	120	-	-	4	1	-	13	23	...	43	33	3	-	
	1996-1997	94	-	-	-	-	2	4	23	...	33	31	1	-	
	1997-1998	92	-	-	2	1	2	1	24	...	36	25	1	-	
Alberta	1993-1994	561	4	-	10	2	11	111	48	58	...	306	4	6	
	1994-1995	658	13	-	22	-	14	168	51	62	...	319	5	4	
	1995-1996	478	7	-	9	4	18	72	42	61	...	254	8	3	
	1996-1997	358	4	-	6	2	6	25	35	59	...	213	1	7	
	1997-1998	373	7	-	11	3	8	27	32	73	...	208	4	-	
Colombie-Britannique ²	1993-1994	346	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	392	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1996-1997	238	3	-	10	-	15	38	25	32	105	...	-	4	
	1997-1998	262	4	-	11	2	17	37	25	49	100	...	6	11	

Tableau 15
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(À/Au)	Province/territoire et année	(De)													
		Total	T. N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	QC.	ONT.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.-N.	Yn.	Extérieur du Canada
Territoires du Nord-Ouest	1993-1994	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	24	..	..	1	..	2	6	2	2	7	3	..	1	..
	1995-1996	23	1	..	1	..	..	3	1	1	9	5	..	2	..
	1996-1997	16	..	..	2	..	1	2	1	1	4	4	..	1	..
	1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon	1993-1994	20	..	..	..	..	..	1	2	..	2	14	1	..	..
	1994-1995	7	..	..	..	..	..	..	..	..	2	5	..	..	..
	1995-1996	9	-	-	-	-	-	2	1	-	1	5	-	..	-
	1996-1997	12	-	-	-	-	-	-	1	-	2	8	1	..	-
	1997-1998	13	-	-	1	1	-	-	1	-	1	8	1	..	-

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Nouveau-Brunswick** Avant 1996-1997, les données produites pour le Nouveau-Brunswick n'incluent pas les dossiers de droit de la famille qui sont administrés par le Ministère de la Justice.

² **Colombie-Britannique** Les données pour 1996-1997 sont extraites du nouveau système informatique qui a instauré graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et elles doivent être considérées, tout au plus, comme des données approximatives.

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(De)	Province/territoire et année	(À/Au)														
		Total	T.N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	QC.	ONT.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.	Yn.	Extérieur du Canada	
	Terre-Neuve	1993-1994	4	...	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-
		1994-1995	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
		1995-1996	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
		1996-1997	5	...	-	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-
		1997-1998	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
	Île-du-Prince-Édouard	1993-1994	-	-	...	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		1994-1995	5	-	...	1	-	-	3	-	-	1	-	-	-	-
		1995-1996	1	-	...	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		1996-1997	4	-	...	1	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-
		1997-1998	4	-	...	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
	Nouvelle-Écosse	1993-1994	134	22	1	...	4	5	69	4	1	11	15	1	-	1
		1994-1995	141	12	4	...	13	3	76	2	3	15	11	2	-	-
		1995-1996	130	14	-	...	9	8	70	2	4	9	12	1	1	-
		1996-1997	88	6	1	...	5	9	38	6	-	9	12	2	-	-
		1997-1998	99	11	4	...	8	11	41	1	2	12	8	-	1	-
	Nouveau-Brunswick ¹	1993-1994	-	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-
		1994-1995	1	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	-	-	-
		1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-
		1996-1997	31	2	1	6	...	5	12	-	1	3	1	-	-	-
		1997-1998	38	2	-	7	...	13	10	-	-	4	2	-	-	-
	Québec	1993-1994	214	3	-	7	10	...	152	5	1	13	21	1	-	1
		1994-1995	238	3	1	2	10	...	171	7	-	17	24	3	-	-
		1995-1996	227	2	-	8	15	...	155	2	-	11	34	-	-	-
		1996-1997	184	3	-	12	10	...	122	4	2	11	18	2	-	-
		1997-1998	144	1	-	6	5	...	100	4	2	7	18	-	1	-
	Ontario	1993-1994	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
		1994-1995	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
		1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
		1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
		1997-1998	139	12	1	11	4	54	...	13	-	20	24	-	-	-
	Manitoba	1993-1994	201	-	1	9	3	4	72	...	25	39	40	4	1	3
		1994-1995	172	-	-	2	2	3	59	...	16	40	40	4	-	6
		1995-1996	140	-	1	2	2	4	39	...	25	31	31	2	-	3
		1996-1997	116	-	-	-	-	5	32	...	17	29	30	-	1	2
		1997-1998	68	1	-	1	2	-	23	...	12	19	9	1	-	-
	Saskatchewan	1993-1994	180	1	-	1	1	-	25	39	...	79	33	1	-	-
		1994-1995	164	1	-	1	-	1	13	35	...	69	43	1	-	-
		1995-1996	163	-	-	-	-	2	11	36	...	73	40	1	-	-
		1996-1997	128	-	1	1	-	2	7	26	...	64	27	-	-	-
		1997-1998	132	1	1	-	2	1	4	28	...	66	28	1	-	-
	Alberta	1993-1994	393	4	1	10	2	13	80	58	66	...	149	5	5	-
		1994-1995	372	4	-	9	-	5	103	52	49	...	141	9	-	-
		1995-1996	296	3	-	7	3	16	56	38	43	...	118	9	3	-
		1996-1997	224	6	-	7	2	6	26	26	37	...	108	5	1	-
		1997-1998	268	2	-	12	4	7	46	42	46	...	101	4	4	-
	Colombie-Britannique ²	1993-1994	329	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
		1994-1995	397	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
		1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
		1996-1997	529	8	-	19	8	33	122	63	40	223	...	-	5	8
		1997-1998	553	10	1	10	4	22	128	48	48	265	...	12	5	-

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(De)	Province/territoire et année	(À/Au)													
		Total	T.N.-O.	Î.-P.É.	N.-É	N.-B.	QC.	ONT.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B	T.N.	Yn.	Extérieur du Canada
Territoires du Nord-Ouest	1993-1994	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-1995	6	..	..	..	..	..	3	1	..	1	1	..	..	..
	1995-1996	17	..	..	..	..	..	5	2	2	3	3	..	2	..
	1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon	1993-1994	19	..	..	..	..	..	2	1	..	7	7	2	..	..
	1994-1995	11	..	..	..	..	..	2	..	..	1	6	2	..	..
	1995-1996	12	-	-	-	-	2	2	-	-	2	5	1	..	-
	1996-1997	15	-	-	1	-	1	1	-	-	7	5	-	..	-
	1997-1998	12	-	-	-	-	-	1	-	-	3	7	1	..	-

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Nouveau-Brunswick** Avant 1996-1997, les données produites pour le Nouveau-Brunswick n'incluent pas les dossiers de droit de la famille qui sont administrés par le Ministère de la Justice.

² **Colombie-Britannique** Les données pour 1996-1997 sont extraites du nouveau système informatique qui a instauré graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et elles doivent être considérées, tout au plus, comme des données approximatives.

Tableau 17
Contributions fédérales¹ au titre de l'aide juridique en matière civile

Province	Année										
	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
	\$'000										
Terre-Neuve	-	1 426	426	547	798	840	1 078	1 077	1 129	1 517	1 119
Nouvelle-Écosse	751	835	1 349	1 577	1 398	1 963	2 519	2 759	2 832	2 674	2 757
Nouveau-Brunswick	75	106	104	56	45	73	97	64	37	10	-
Québec	19 482	17 989	18 248	21 986	25 168	31 130	30 994	29 652	33 403	34 601	38 625
Ontario ²	7 581	9 900	11 908	12 687	17 207	19 400	17 800	16 400	15 900	21 800	18 300
Manitoba	922	1 095	1 219	1 409	1 730	1 834	2 051	2 288	2 126	2 209	1 919
Saskatchewan	603	848	1 255	591	765	1 151	1 160	887	1 138	1 261	...
Colombie-Britannique ³	3 598	3 220	4 716	4 815	6 369	9 800	14 800	22 100	24 000	21 240	...
Total	33 012	35 420	39 225	43 668	53 480	66 191	70 499	75 227	80 565	85 312	...

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Régime d'assistance public du Canada En 1980, Santé et Bien-être social (maintenant Développement des ressources humaines Canada) a officiellement commencé à partager les coûts de l'aide juridique en matière civile avec les provinces et territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Le 1^{er} avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) a essentiellement remplacé le Régime d'assistance publique du Canada, continuant à fournir des fonds fédéraux pour un certain nombre de programmes sociaux, y compris l'aide juridique en matière civile. Le nouveau financement global donne aux provinces davantage de souplesse dans leur propres priorités de financement. Comme les provinces sont maintenant responsables de l'affectation des fonds reçus du Transfert, le gouvernement fédéral ne contribue plus directement au coût de l'aide juridique en matière civile. Le tableau 17 a été conservé à des fins de comparaison et des fins chronologiques.

¹ **Contributions fédérales** Les paiements fédéraux aux provinces, à l'exception de l'Ontario et de la Colombie-Britannique pour l'exercice 1995-1996, ont été déclarés par Développement des ressources humaines Canada depuis le 3 mars 1997.

² **Ontario** En 1989-1990, un plafond de 5 % a été imposé aux termes de la Loi sur la compression des dépenses publiques à tous les programmes ayant droit à des subventions en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les dépenses depuis 1990-1991 reflètent l'affectation à l'aide juridique par la province, des sommes versées par le gouvernement fédéral, telle qu'elle figure dans les Comptes publics de l'Ontario.

³ **Colombie-Britannique** En 1989-1990, un plafond de 5 % a été imposé aux termes de la Loi sur la compression des dépenses publiques à tous les programmes ayant droit à des subventions en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les données pour la Colombie-Britannique ont été fournies par le gouvernement provincial et représentent les dépenses réclamées par la province afin d'atteindre le plafond de 5 %. En 1995-1996, aucune réclamation relative à l'aide juridique n'a été faite étant donné que le plafond de 5 % avait été atteint sans une telle réclamation. Il est à noter qu'en Colombie-Britannique, les sommes reçues du Régime d'assistance publique du Canada ne sont pas redistribuées aux programmes pour lesquels on a demandé des fonds; les sommes sont plutôt versées dans un fonds consolidé.

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les Régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique.

Les **adultes** désignent les personnes âgées de 18 ans et plus.

Les **affaires fédérales** désignent les infractions d'ordre criminel aux lois fédérales.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales, ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple: adoption, changement de nom, médiation, filiation).

L'**année du paiement** désigne l'année au cours de laquelle les fonds ont été reçus plutôt que l'année au cours de laquelle ils ont été dépensés.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais ne relevant pas du droit de la famille.

Les **autres dépenses** désignent les sommes dépensées par le régime au titre des fonctions dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes (par exemple les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes non affectées à des programmes d'information du public ou de recherches juridiques et dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et/ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats dont les principales fonctions sont de nature administrative, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit et d'employés de bureau.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent appartenir à une des catégories suivantes : raisons liées à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres sources** ont trait aux recettes dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes.

Comptabilité d'exercice - cette méthode consiste à prendre en compte les revenus dans la période où ils ont été gagnés et à déduire les dépenses dans la période où elles ont été engagées.

La **comptabilité de caisse** - en vertu de cette méthode, les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèce a été effectué.

La **contribution à l'intention des jeunes contrevenants** désigne les montants fournis par Justice Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts afférents aux poursuites intentées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

La **contribution au criminel à l'intention des adultes** désigne les montants fournis par Justice Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts relatifs à l'aide juridique au criminel à l'intention des adultes.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution en matière civile** désigne les montants fournis par Développement des ressources humaines Canada social dans le cadre de l'entente de partage des coûts au titre des services d'aide juridique en matière civile assurés en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), qui s'est terminé le 31 mars. Le gouvernement fédéral ne contribue plus directement au coût de l'aide juridique en matière civile; cependant il accorde plus de flexibilité aux provinces pour ce qui est de l'établissement de leurs priorités de financement dans le cadre du nouveau programme du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).

La **contribution fédérale** aux affaires criminelles de l'aide juridique désigne les fonds fournis par Justice Canada.

Par **contributions de l'État**, on entend les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués au régime par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Les contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou territoriales de partage des frais en matière d'aide juridique au criminel ou dans les cas relevant de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, de même que les contributions versées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada ne font pas l'objet d'une déclaration distincte, puisque les fonds sont en général directement versés au Trésor de la province ou territoire et non pas directement aux régimes.

Les **contributions des avocats** désigne les sommes reçues des avocats.

Les **contributions des clients** désigne les montants reçus des bénéficiaires de l'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont agrégées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles doivent être présentées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur une même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée** on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, une mise en rapport ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services ont été rendus pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, non plus que des demandes verbales. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande refusée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé d'approuver la prestation de services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder des services, ainsi que les demandes de services complets ayant été rejetées, mais à l'égard desquelles on a approuvé la prestation de services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et par la politique.

Les **demandes rejetées pour des motifs liés à l'applicabilité** sont refusées parce que le Régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles dépensées par le régime au cours de l'exercice financier (c'est-à-dire que les comptes créditeurs ne sont pas pris en considération). Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses directes au titre des services juridiques, des dépenses au titre des autres programmes, des dépenses au titre des services administratifs centraux et toute autre dépense.

Les **dépenses au titre de l'information du public** englobent les dépenses relatives aux programmes d'information en matière de droit, aux programmes de sensibilisation et à la publicité.

Les **dépenses au titre de projets externes** désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du cadre du régime (par exemple dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au titre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux activités de recherches juridiques, à l'information du public en matière de droit et à des contributions versées à d'autres programmes.

Les **dépenses au titre des recherches juridiques** désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches ayant trait à des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés aux fins du fonctionnement des bibliothèques.

Les **dépenses au titre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées au titre des fonctions de l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et services de représentation aux clients, au nombre desquels figurent des groupes cibles. Ces chiffres comprennent aussi les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses au titre des services administratifs centraux et autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ainsi, les dépenses comprennent les traitements et les avantages sociaux du personnel spécialisé et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux associés incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses au titre de l'entretien, des conférences, des réunions, des cotisations, des loyer, etc.. Les dépenses au titre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) assumés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services.

Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent la prestation des services y afférents.

Par **frais recouverts**, on entend les frais à recouvrer à la suite d'une ordonnance ou d'une entente, y compris les montants recouverts par suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes âgées de 12 ans ou plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du Barreau** comprennent tous les avocats jouissant d'une assurance responsabilité professionnelle accrédités à pratiquer dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées faute de **mérite suffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré les prestations de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du Barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total. Les chiffres déclarés sont des chiffres sans double compte.

Le **nombre d'employés au 31 mars** désigne le nombre réel d'employés à temps plein et à temps partiel au service du régime à un moment donné, soit le 31 mars, le dernier jour de l'exercice financier.

Par **personnel affecté à l'information du public** on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées des programmes d'information en matière de droit, des programmes de sensibilisation et(ou) de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques**, on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches relatives aux questions juridiques (sont exclues les personnes affectées aux bibliothèques des régimes).

Par **personnel affecté aux services d'aide juridique directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et(ou) à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le Régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes. Les comptes débiteurs ne sont pas pris en considération.

Le **rejet d'une demande d'aide juridique pour non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Les **ressources en personnel** qui sont déclarées comme nombre d'employés au 31 mars, désignent le nombre réel des employés au service du régime. Ces données sont ventilées selon deux catégories: soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie des effectifs des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. On compte le nombre d'unités de services fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées. Les personnes dont la cause est entendue par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes entendues par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes acceptées. Ces services sont comptés avec les demandes acceptées uniquement lorsque l'affaire afférente a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire.

Les **services d'avocats nommés d'office au civil** désignent les services relatifs à des affaires civiles qui peuvent aussi être assurés ailleurs que devant un tribunal ou dans un lieu de détention (par exemple un hôpital psychiatrique ou un foyer pour personnes âgées).

Les **services d'avocats nommés d'office au criminel** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de services de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté au service d'aide juridique direct. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le nombre des services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Une **seule infraction ou affaire est déclarée par dossier**, soit l'infraction ou l'affaire considérée comme étant la plus grave. Les infractions traitées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* ne doivent pas figurer dans les catégories d'infractions commises par les adultes.